ACCOMPAGNER AIDER POIDS ÉCONOMIQUE Utilité publique POIDS ÉCONOMIQUE SOIGNER M_ PROFESSIONNALISME INFR A Lnvento Poids économique AIDER ACCOMPAGNER UTILITE SOIGNER ROFESSIONNALISME POIDS ÉCONOMIQUE Utilité publique





SOMMAIRE

| Préambule de la | |
|---|---|
| Entretien avec Nicole STREIGNART, Directrice générale | p.4-5 |
| 2. Conseil d'administration | p.6-7 |
| 3. Commission nationale des directeurs | p.8 |
| 4. Organigramme | p.9 |
| 5. Activité du réseau (chiffres clés) | p.10-11 |
| | |
| TEMPS FORT 2015 : LE CONGRÈS DU DOMICILE | p.12-14 |
| | P.IC 1 1 |
| | |
| PARTIE 1: UN MOUVEMENT ENGAGÉ | p.15 |
| 1. Assemblée générale | p.16-17 |
| 2. Mobilisation nationale du 7 mars 2015 | p.18-19 |
| 3. Loi d'adaptation de la société au vieillissement | p.20-21 |
| 4. Actions politiques | p.22-24 |
| | |
| PARTIE 2: UN SYNDICAT D'EMPLOYEURS RESPONSABLES | p.25-28 |
| 12 시간 20 NG | STATE |
| 보면 하는 사용하다 보고 있는데 어느 아이들 때문에 보고 있는데 가장이 되었다면 하는데 | |
| DARTIE R INFOFERE DE SERVICES ADAPTÉE À LA DIVERSITÉ DES RESOINS | n 29 |
| PARTIE 3: UNE OFFRE DE SERVICES ADAPTÉE À LA DIVERSITÉ DES BESOINS | p.29 |
| 1. Programme de modernisation | p.30-31 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales | p.30-31 p.32 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées | p.30-31 p.32 p.33 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants Qualité et évaluation | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 p.41 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants Qualité et évaluation Communication, lobbying et événementiel | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 p.41 p.42-43 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants Qualité et évaluation Communication, lobbying et événementiel Ressources humaines et emploi | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 p.41 p.42-43 p.44-45 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants Qualité et évaluation Communication, lobbying et événementiel Ressources humaines et emploi Gestion et financement | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 p.41 p.42-43 p.44-45 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants Qualité et évaluation Communication, lobbying et événementiel Ressources humaines et emploi Gestion et financement Juridique | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 p.41 p.42-43 p.44-45 p.46-47 p.48-49 |
| Programme de modernisation Relations unions territoriales Personnes âgées Santé et soins Handicap Famille Petite enfance Aidants Qualité et évaluation Communication, lobbying et événementiel Ressources humaines et emploi Gestion et financement Juridique Systèmes d'information | p.30-31 p.32 p.33 p.34-35 p.36 p.37 p.38-39 p.40 p.41 p.42-43 p.44-45 p.46-47 p.48-49 |

Entretien



NICOLE STREIGNART DIRECTRICE GÉNÉRALE

OUEL BILAN TIREZ-VOUS DE CETTE ANNÉE?

Plus de 45 ans après la création d'UNA, nous avons su démontrer cette année encore notre capacité à évoluer, parfois dans des contextes économiques difficiles. L'année écoulée nous a permis de travailler sur des sujets de fond (loi ASV, plan stratégique, programme de modernisation, entre autres) afin d'oeuvrer à leur déploiement en 2016. Nous entendons poursuivre notre action autour de trois axes stratégiques forts, co-construits avec notre réseau d'adhérents : être un mouvement engagé, un syndicat d'employeurs responsables et proposer une offre de services adaptée à la diversité des besoins.

EN 2015, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A VOTÉ LA MODIFICATION DES STATUTS D'UNA, QUELS EN SONT LES GRANDS CHANGEMENTS ?

Les nouveaux statuts d'UNA ont été votés et approuvés lors de l'Assemblée générale du 24 juin 2015. Le cadre juridique qu'offrent ces nouveaux statuts doit permettre de faire évoluer la structuration de notre réseau en prenant en compte la réforme territoriale issue de la loi NOTRe, mais également d'optimiser l'organisation de l'offre apportée en réponse aux besoins de nos adhérents.

QUELLES ONT ÉTÉ LES ACTIONS MAJEURES MENÉES POUR LE COMPTE DU RÉSEAU ?

Toutes les actions sont menées avec, pour et dans l'intérêt de notre réseau. Cinq événements ont plus particulièrement marqué l'année 2015 :

 Une réflexion sur la structuration du réseau UNA. Ce travail en collaboration avec les unions territoriales aboutira à des propositions dans le courant de l'année 2016.

- La poursuite de la tranche 2 du programme de modernisation suite à la signature d'un nouvel accord-cadre avec la CNSA en novembre 2014.
- La co-construction de la loi d'adaptation de la société au vieillissement afin d'améliorer la prévention et l'accompagnement des personnes âgées fragiles et dynamiser un secteur qui souffre, tant économiquement que socialement.
- L'organisation par UNA et UNA
 Formation du premier congrès
 du domicile à Tours les 9 et 10 avril
 2015. Il a réuni près de 1 000
 participants dont 437 issus du
 réseau UNA. Ce congrès a été riche
 en contenus et moments forts
 pour notre réseau et au-delà.
- L'élaboration du plan stratégique 2016-2020 dans le cadre d'un processus de co-construction avec des présidents et des directeurs

de structures adhérentes, des instances consultatives (Conférence des présidents, Commission nationale des directeurs) et l'équipe de l'union nationale. Il a été validé par le conseil d'administration du 3 décembre 2015.

QUE RETENEZ-VOUS EN TANT QUE MOUVEMENT MILITANT ?

En matière de militance, l'axe fort à retenir est la mobilisation du 7 mars 2015 organisée à Paris et dans des villes françaises. Cette journée, à laquelle de nombreuses structures adhérentes à notre réseau se sont associées, a été organisée dans le but d'interpeller le grand public et les élus sur l'insuffisance des financements du secteur de l'aide et des soins à domicile. Elle nous a permis de défendre et de valoriser les services et les métiers de notre secteur et d'apporter notre soutien aux professionnels et aux militants du réseau que nous représentons.

EN 2015, QUEL A ÉTÉ L'IMPACT DES NÉGOCIATIONS SOCIALES SUR LES SERVICES ADHÉRENTS À UNA ?

L'un des impacts majeurs des négociations sociales a été la revalorisation de la valeur du point dans la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD). Après 5 années de stagnation,

elle a été revalorisée à hauteur de 1%, ce qui représente une enveloppe annuelle de 25 M€.

Cette mesure profite aux professionnels de notre secteur qui oeuvrent au quotidien, y compris dans les territoires les plus isolés, pour accompagner à leur domicile les personnes fragilisées qui souhaitent vivre chez elles le plus longtemps possible. Il s'agit là d'un signe encourageant des pouvoirs publics pour notre activité et un signe, modeste mais réel, d'une reconnaissance du travail des salariés de la branche.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR UNA ?

Nous sommes pleinement engagés dans le déploiement du plan stratégique 2016-2020 et la mise en oeuvre de ses actions, dans une logique constante de satisfaction et de valorisation de nos adhérents. Les premières réalisations ont déjà été entreprises durant le premier trimestre 2016 et se poursuivront tout au long de l'année. En 2020, notre fédération fêtera son 50ème anniversaire. Le contexte est particulièrement contraint, mais en unissant nos forces à tous les échelons du réseau et en faisant preuve d'innovation, nous mettrons à profit les 5 années à venir pour intensifier notre rôle d'acteur fédérateur et moteur au sein de la société et au coeur des territoires afin d'inventer les nouvelles réponses de proximité qu'attendent nos concitoyens tout en co-construisant avec les pouvoirs publics un modèle de protection sociale qui, pour être renouvelé et efficient, ne doit pas moins rester solidaire.



GUY FONTAINE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

POURQUOI AVOIR REJOINT UNA ?

Diplômé d'École supérieure de commerce, j'ai rapidement fait le choix de l'Économie sociale et solidaire en voulant prouver que l'on pouvait être aussi performant que des entreprises privées sans perdre pour autant son identité et ses valeurs. Après plus de dix ans dans l'aide à domicile, comme directeur de structure, consultant ou à la tête d'une Fédération employeur, j'ai acquis la conviction qu'UNA était le lieu privilégié de la construction des politiques publiques pour les plus fragiles. Le réseau UNA est grand et beau et je suis très fier d'oeuvrer pour lui et avec lui.

QUELLES SONT VOS AMBITIONS EN TANT QUE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ?

En dialogue avec Nicole STREIGNART, ce poste a été voulu pour renforcer le lien avec le réseau et contribuer à le valoriser en identifiant et en mettant en pleine lumière ses étonnantes capacités locales d'innovation. Mais aussi pour optimiser la transversalité entre les différents services de l'Union nationale, pour rechercher des partenaires et nouer des alliances nouvelles, si nécessaire au-delà des frontières traditionnelles. Et, bien sûr, pour agir sur tous les leviers devant permettre de pérenniser notre action quotidienne. Mon ambition pour les 5 années à venir est celle de notre réseau : avec UNA, je veux contribuer à inventer demain.

Conseil d'administration

1) ILE DE FRANCE



Bruno DE LA SOUDIERE



Claude MARTIN Trésorier adjoint



Guillaume QUERCY Secrétaire général adioint

2 PICARDIE



Evelyne LEFEBVRE

3 NORD-PAS-DE-CALAIS



Jean JOLY



Jean-Pierre THOOFT

4 CHAMPAGNE-ARDENNE



Jean-Louis BOUDIER

20 BASSE-NORMANDIE



Jean-Louis MONTEMBAULT

21 HAUTE-NORMANDIE



Gérard MOUOUET

19) BRETAGNE



Olivier CHAPALAIN

Jean-François CALARNOU Trésorier

18) PAYS DE LOIRE



Michel COSME

17 CENTRE



Pascal MENAGE

21 20 19 18 17 8 7 16 15 9 10 14 13 12 11

16 POITOU-CHARENTES



Alain PROUX-DELROUYRE Vice-président

15 LIMOUSIN



Jean-Marie LAGORCE Vice-président délégué

14 AQUITAINE



Francis CONTIS Président



Jean-Pierre PERSONNE

13 MIDI-PYRÉNÉES



Julien MAYET



Christine CAZELLES

INSTANCES POLITIQUES - COMITÉS - COMMISSIONS & GROUPES DE TRAVAIL





Christian CRAPOIX

6) ALSACE



Jean-Jacques PIMMEL

7 FRANCHE-COMTÉ

8 BOURGOGNE

9) AUVERGNE



Jacques ADRIANSEN Secrétaire général



André LARGE



Georges COLLAY

10 RHÔNE-ALPES



Michelle LAYES-CADET

Gérard SAPHY Marc DUPONT

11 PACA / CORSE



Claude CAUSSE

12 LANGUEDOC-ROUSSILLON

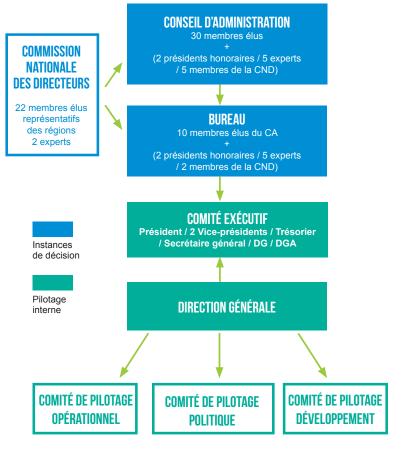


Jean ALAGNA

OUTRE-MER

Région non représentée

PRÉSIDENTS HONORAIRES André FLAGEUL Christiane MARTEL



COMMISSIONS & GROUPES DE TRAVAIL ADHERENTS

- GT Gouvernance
- GT Organisation territoriale et appui au développement des unions
- Commission Petite Enfance et Famille
- Commission Handicap
- GT SSIAD
- GT CSI
- GT SPASAD
- GT Aidants
- GT Pôle Fonction Employeur
- GT Révision des emplois et classifications
- GT Organisation et conditions de travail
- GT Chantier RH
- GT Gestion et Tarification
- Comité de suivi Modernisation
- GT Formation
- Commission Mutualisation
- Commission Systèmes d'information
- Comité Communication & Lobbying

Commission nationale des directeurs

La Commission nationale des directeurs (CND) est une commission dont les missions sont définies par les statuts et le règlement intérieur d'UNA. Elle joue un rôle de veille et de vigilance par rapport aux problématiques et aux préoccupations de terrain des structures locales et départementales. Elle peut être consultée par le conseil d'administration ou le bureau, et rendre des avis sur les travaux menés nationalement par les commissions et les groupes de travail.

La CND est constituée de 22 directeurs titulaires et 22 directeurs suppléants élus. Ils représentent les 22 unions régionales.

En 2015, la CND s'est réunie 4 fois, et cette année a été marquée par la nouvelle élection des membres de la CND, qui ont pris leurs fonctions lors de la commission des 2 et 3 juin 2015.

La CND a désigné une animatrice, et il a été procédé à l'élection des 5 représentants de la CND au conseil d'administration et des 2 représentants au bureau national. La CND a également organisé la répartition des membres dans les différentes commissions et groupes de travail de UNA (au nombre de 16).

Une redéfinition claire des objectifs et des missions de la CND a été approuvée par l'ensemble des membres.

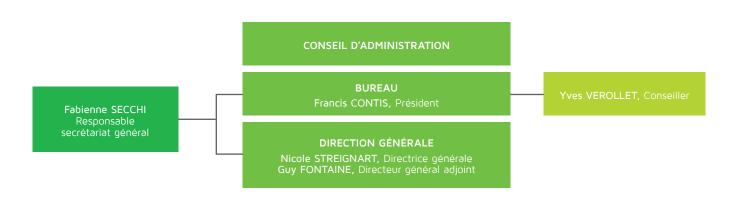
LES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2015 SONT LES SUIVANTS :

- Mise en place d'un groupe de travail afin de réfléchir sur le projet stratégique et économique d'UNA.
- Travail réalisé sur l'axe lobbying et communication avec réflexion sur la potentialité de la création d'une « marque » UNA représentative de notre secteur.
- Travail réalisé sur l'axe accompagnement des structures.
- · Réflexion sur l'axe innovation des structures.
- Suivi des travaux réalisés dans les groupes de travail et commissions d'UNA.
- Suivi des négociations entre UNA et Handéo / Afnor et position de la CND.
- Réflexion sur le comparatif de la convention collective de l'aide à domicile et d'autres secteurs.
- Position de la CND sur la proposition de process CND - CRD.
- Réflexion sur la fiscalité des associations, et des fusions absorptions.
- · Préparation du séminaire des directeurs 2016.

| Alsace | Titulaire Suppléant | TASSETTI Pierre (APA) DUVAL Jean-Luc (ASAME) |
|-----------------------|------------------------|---|
| Aquitaine | Titulaire Suppléant | OZANEAUX Pascal (ASAD de Bordeaux) BOCQUET Florence (AAPAM) |
| Auvergne | Titulaire Suppléant | DA SILVA Patricia (Association des Vieux Travailleurs) SERVIERE Laurent (Association Sainte Elisabeth) |
| Basse- Normandie | Titulaire Suppléant | (UNA Pays Alençon Perche) |
| Bourgogne | Titulaire Suppléant | MEUNIER Lionel (Mutualité Française Bourguignonne) TERRADE Olivier (FEDOSAD) |
| Bretagne | Titulaire Suppléant | LOZACHMEUR Ronald (Assia réseau UNA) GILET Malika (Maison des SAP de la Côte de Penthièvre) |
| Centre | | OREAL Pascal (ASSAD-HAD Touraine) Pas de Suppléant |
| Champagne- Ardenne | Titulaire Suppléant | LEMAIRE David (Aradopa UNA) DAUPHY Astrid (ADAPAH des Ardennes) |
| Franche- Comté | Titulaire Suppléant | HUGUES Alain (PRODESSA) Pas de Suppléant |
| Haute Normandie | Titulaire Suppléant | LE DANTEC Véronique (Le Temps du Domicile) MAGAND Erick (UNA Solidarité Normande) |

| | | • |
|--------------------------|------------------------|--|
| Île-de- France | Titulaire Suppléant | BOBINEAU Estelle (UNA Essonne) Pas de Suppléant |
| Languedoc- Roussillon | Titulaire Suppléant | NATTON Guillaume (Vivadom 30) ETIENNE Patrick (Sesam 34) |
| Limousin | Titulaire Suppléant | SABATIE Nelly (ACTID 87) BOURDON Catherine (UNA Aide à la personne Région de St Junien) |
| Lorraine | Titulaire Suppléant | BARETTE Joël (Ville et Services) KERN Georges (ADAPAH Nord 54) |
| Midi- Pyrénées | Titulaire Suppléant | ESCUDIER Bernard (ADAR Aussillon-Rabastens) MARTIN Régis (Solidarité Familiale) |
| Nord-Pas- de-Calais | Titulaire Suppléant | HENON Isabelle (ADAR des Pays du Calaisis) LAGANA Sylvia (ASAPAD) |
| Pays de la Loire | Titulaire Suppléant | MASSON Antoine (Anjou Soins Services) VERDIER Geoffroy (ADT 44-85) |
| Picardie | Titulaire Suppléant | VILLA Dominique (AAGDA) HECQUET Jammes (AGAF 80) |
| Poitou- Charentes | Titulaire Suppléant | SAUVOUREL Samuel (CCAS Tonnay Charente) ACCLEMENT Bruno (Plate-Forme Gérontologique Darcy-Brun) |
| PACA et Corse | Titulaire Suppléant | SITBON Hervé (Générations Services) LECA Christian (La Communauté) |
| Rhône- Alpes | Titulaire Suppléant | GRATIER Annie (ADPA) LABOURE Jocelyne (AIMV) |
| Outre-Mer | ABSENCE D | E CANDIDAT |

Organigramme



RELATION UT ET PROJETS COFINANCÉS

Katia ROGUIN Responsable

Adèle MOULIN Chargée de mission modernisation

Cécile COVES-VINCENT Responsable mutualisation

Bengani LESSEDJINA Assistante

> Philippe METAIS Chef de projet développement

RELATIONS SOCIALES

Manuella PINTO Directrice

COMMUNICATION, LOBBYING & ÉVÉNEMENTIEL

Nicolas PAILLOUX Responsable

Cécile COVES-VINCENT Responsable événementiel

Chantal THORIGNY Chargée de communication réseau

Manon DAFFARA Chargée de communication externe Katy AMELOT Assistante communication

ACCOMPAGNEMENT AUX ADHÉRENTS

Christophe PELLETIER

FORMATION

Gwenaelle COGNET Responsable

Sandrine QUIROS

OUALITÉ/

ÉVALUATION



SANTÉ & SOIN

Line LARTIGUE-DOUCOURÉ

Cécile GAUTIER
Chargée de mission



PERSONNES ÂGÉES

Line LARTIGUE-DOUCOURÉ
Directrice

Cécile GAUTIER Chargée de mission



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Pascale WEILL Directrice Elise DESORBAIS

Elise DESORBAIS Chargée de mission



FAMILLE

Pascale WEILL Directrice

Élise DESORBAIS Chargée de mission



Pascale WEILL Directrice Anaïs PERELMAN



SYSTÈMES D'INFORMATION

Philippe TERRIEN
Responsable

Athanase KAGAMBEGA Conseiller technique statistiques



RESSOURCES HUMAINES & EMPLOI

Hélène LEMASSON GODIN





JURIDIQUE

Corinne COELHO BERTHREU
Responsable

Emilie KOWALYSZYN Juriste droit des affaires et social

Bérangère LUCHTENS Juriste droit social

Vincent VINCENTELLI Responsable réglementation secteurs d'activité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Service administratif et Financier

Véronique GRELET Responsable

Service comptabilité

Kamel MERIMI Responsable comptable

Jérémy SMOLEN Assistant comptable

Service cotisations

Valérie THOREL Gestionnaire cotisation

Système d'information

Philippe TERRIEN Responsable

Ressources Humaines/Juridique/ Services généraux

Corinne COELHO BERTHREU Responsable

Services généraux

Sorun KUOCH Assistant services généraux

Hilane MEMEL Hôtesse d'accueil

اله

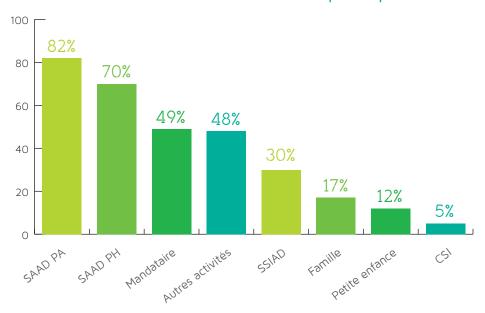
FINANCEMENT, GESTION & ORGANISATION

Moussa CAMARA Chef de projets Marine LEFEVRE Chargée de mission

Véronique GRELE En appui

Activité du réseau (chiffres 2015)

Proportion des structures selon les activités pratiquées



Répartition du volume d'activités selon la nature



71%) SAAD PA+PH

10 %) Mandataire

8%) SSIAD

6%) Autres interventions

3%) Famille

1%) CSI

1%) Petite enfance

Les chiffres clés

65 fédérations départementales et/ou interdépartementales

20 unions régionales

839 structures adhérentes au réseau UNA au 31 décembre 2015

96000 salariés

75,3 MILLIONS d'heures réalisées

6,6 MILLIONS de journées SSIAD

650000 personnes aidées

Répartition des structures selon leur nature juridique

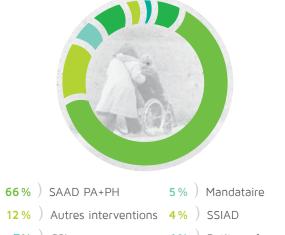


- 80% Association Loi 1901
- 18%) CCAS, CIAS
- 1% Mutuelles
- 1%) Autres

839 structures adhérentes au réseau UNA dont:

- 678 associations
- 148 structures publiques (CCAS, CIAS et autres)
- 10 mutuelles
- 3 de type autres

Répartition des bénéficiaires selon les activités pratiquées



1% Petite enfance

5% Famille

Bilan de l'activité 2014

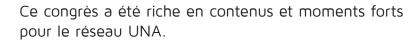
| Activités par mode d'intervention | Nombre d'heures d'interventions | Nombre de journées | Nombre d'ETP infirmiers | Nombre de personnes aidées |
|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|-------------------------------|
| PRESTATAIRE (TOUT PUBLIC) | 66 211 166 | | | 544 910 |
| dont Petite enfance | 289 120 | | | 4 511 |
| dont Famille | 1 949 217 | | | 31 979 |
| dont SAAD PA+PH | 59 097 060 | | | 428 831 |
| dont Autres interventions | 4 875 770 | | | 79 589 |
| MANDATAIRE (TOUT PUBLIC) | 8 480 693 | | | 32 410 |
| CSI | 617 088 | | 384 | 42 903 |
| SERVICES DE SOINS À DOMICILE | | 6 620 502 | | 29 899 |
| Total | 75 308 947 | 6 620 502 | 384 | 650 122 |

Évolution des volumes d'activités de 2011 à 2014



TEMPS FORT 2015 Le congrès du domicile





Il a été conçu pour rendre visible notre secteur, mettre en valeur les savoirs et les savoir-faire des acteurs du domicile : salariés, dirigeants, bénéficiaires, directeurs ou experts.

Les sujets abordés ont eu pour optique d'ouvrir notre réflexion :

- sur de nouveaux enjeux sociétaux et économiques,
- sur de nouvelles pratiques ou de nouveaux besoins.

Le congrès a été organisé autour de 7 parcours thématiques :









1000 115 38683
participants intervenants visites sur le site internet

ANIMATIONS





LA RADIO DU CONGRÈS DU DOMICILE

Disponibles en ligne et en direct, les 10 heures de diffusion des débats et interviews du plateau radio ont attiré jusqu'à 160 connexions simultanées.

UN ESPACE VIDÉOTHÈQUE DÉDIÉ AUX FILMS RÉALISÉS PAR LES STRUCTURES DU RÉSEAU UNA

Cet espace a mis en valeur à travers ces films de nombreux témoignages de professionnels, de bénéficiaires et d'aidants. Au total, 4h30 de vidéos ont été compilées et diffusées.

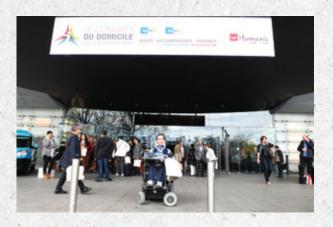
DES PARCOURS QUIZ ET ANIMATIONS
LUDIQUES SUR LE SUJET DE
LA PRÉVENTION DES RISQUES
PROFESSIONNELS (organisés par notre
partenaire « Compétences Prévention »).

LES BATACLOWNS, artistes spécialisés dans la clownanalyse sont intervenus pour le plus grand plaisir de tous afin de restituer les synthèses des conférences réalisées.

UNE EXPOSITION AVEC PHOTOS, ARTICLES DE PRESSE ET REPORTAGE AUDIO SUR LES 19 POINTS DE RASSEMBLEMENT DU 7 MARS 2015.









TEMPS FORT 2015 Le congrès du domicile

L'espace exposants a accueilli 38 partenaires :

- · AG2R, Chorum, Humanis, Macif, Groupe UP
- Amallia, Arkéa/UNA Services, Compétences Prévention, Fondation de France, KPMG, Médactic, Medisys, Progisap, RMA, Ximi
- Alyacom, Allopticien, ANCV, Ansamble, APEF-AMMA, Appliserv, Aviance Conseils, Cabinet Plenita, Crédit Coopératif, Eneis Conseils, Espace MS, Exco, Gesclès, GTS, GIES, Le Journal du Domicile, OCIRP, Sykio, VRF, Widip
- Dali Développement, Prodessa, Zenboa

Un site internet dédié au congrès du domicile www.lecongresdudomicile.com sur lequel vous pouvez retrouver :

Synthèses
 Livres blancs
 Vidéos
 Photos



Les deux jours du Congrès ont donné lieu à :

27

heures de tables rondes 9

heures d'ateliers 4

heures de conférences plénières 13

heures de conférences exposants



Assemblée générale



La 49^{ème} Assemblée générale d'UNA s'est tenue le 24 juin 2015 de 9h à 17h, à la Maison de la Chimie à Paris, sous la présidence de Francis CONTIS, en présence du conseil d'administration d'UNA.

Francis CONTIS, Président d'UNA, a présenté le quorum de l'Assemblée générale : 60 unions territoriales sont présentes et 1 est représentée (Var) sur un total de 74. Sur 444 délégués appelés, 363 ont été désignés

pour représenter les unions territoriales : 225 d'entre eux sont effectivement présents et 116 sont représentés avec pouvoir. 16 auditeurs participent également aux débats.

Le quorum permettant la modification des statuts, à savoir la moitié au moins des membres en exercice représentant la moitié au moins des voix, étant atteint, l'Assemblée générale a pu valablement délibérer et procéder au vote de la réforme statutaire.

Ordre du jour

- Ouverture de l'Assemblée générale et présentation du rapport moral - Francis CONTIS, Président UNA
- Rapport d'actualité politique et sociale Yves VEROLLET, Délégué Général UNA
- Signature de la lettre d'intention du partenariat UNCCAS

 UNA Joëlle MARTINAUX, Présidente UNCCAS Francis CONTIS, Président UNA
- Présentation des nouveaux statuts et Règlement Intérieur UNA soumis au vote - Francis CONTIS, Président UNA
- Echanges avec l'Assemblée autour de ce projet, avec les administrateurs nationaux UNA: Jean-François CALARNOU, Christine CAZELLES, Jean-Marie LAGORCE, Michelle LAYES-CADET, Jean-Louis MONTEMBAULT
- · Vote des délégués sur les réformes statutaires
- Présentation du rapport d'activité 2014 Nicole STREIGNART, Directrice générale UNA - Paul-Alexandre LUCAS, Directeur Réseau UNA
- Présentation du rapport de gestion 2014 -Jean-François CALARNOU, Trésorier UNA

- Présentation du rapport du Commissaire aux comptes -Olivier GALLEZOT, Cabinet EXCO, Commissaire aux comptes
- Présentation du budget 2015 révisé, du budget 2016 et du taux de cotisation 2016 - Débat - Jean-François CALARNOU, Trésorier UNA
- Lecture de la liste des candidats à la Commission de Contrôle, de la liste des scrutateurs, et de la liste du renouvellement du conseil d'administration UNA : tiers sortant 2015 - Alain PROUX-DELROUYRE, Secrétaire général UNA
- · Présentation des textes soumis au vote et débat
- Motion présentée par le conseil d'administration UNA :
 « Promouvoir la participation des usagers, enjeu de citoyenneté, dans l'ensemble du réseau UNA et en faire un axe politique et stratégique fort dans les années à venir » André FLAGEUL, Président honoraire UNA
- Conclusion de l'Assemblée générale Francis CONTIS, Président UNA
- Vote des délégués







| QUESTIONS SOUMISES AU VOTE | P | OUR | CC | ONTRE | ا | NUL | | NC OU ENTION | TOTAL DES VOTANTS |
|--|-----|--------|----|--------|-----|-------|----|-----------------|-------------------------|
| 1.1 Approuvez-vous les nouveaux statuts UNA ? | 229 | 67,16% | 97 | 28,45% | 0 | 0,00% | 15 | 4,40% | 341 |
| 1.2 Approuvez-vous le nouveau Règlement Intérieur ? | 226 | 66,28% | 93 | 27,27% | 1 | 0,29% | 21 | 6,16% | 341 |
| 1.3 Approuvez-vous la désignation du Président et du Trésorier pour consentir à toute modification des nouveaux textes institutionnels, exigée par l'Administration ou le Conseil d'Etat ? | 235 | 68,91% | 77 | 22,58% | 1 | 0,29% | 28 | 8,21% | 341 |
| 1 - Le rapport d'activité 2014 | | | | | | | | | |
| Approuvez-vous le rapport d'activité 2014 ? | 300 | 96,46% | 11 | 3,54% | 311 | 0 | 16 | | 327 |
| 2 - Le rapport de gestion 2014 | | | | | | | | | |
| 2.1 Approuvez-vous le rapport de gestion 2014 ? | 291 | 93,27% | 21 | 6,73% | 312 | 1 | 14 | | 327 |
| 2.2 Approuvez-vous les comptes 2014 ? | 296 | 93,97% | 19 | 6,03% | 315 | 0 | 12 | | 327 |
| 2.3 Approuvez-vous l'affectation des résultats ? | 296 | 93,67% | 20 | 6,33% | 316 | 0 | 11 | | 327 |
| 3 – Texte soumis au vote de l'AG présenté par le conseil d'administration UNA | | | | | | | | | |
| Approuvez-vous la motion « Promouvoir la participation des usagers, enjeu de citoyenneté, dans l'ensemble du réseau UNA et en faire un axe politique et stratégique fort dans les années à venir » ? | 288 | 95,68% | 13 | 4,32% | 301 | 0 | 26 | | 327 |
| 4 – Budget 2015 révisé, budget prévisionnel 2016 et taux de cotisation 2016 | | | | | | | | | |
| 4.1 Approuvez-vous les modifications du budget 2015 ? | 241 | 83,68% | 47 | 16,32% | 288 | 0 | 39 | | 327 |
| 4.2 Approuvez-vous le budget prévisionnel 2016 ? | 206 | 75,18% | 68 | 24,82% | 274 | 0 | 53 | | 327 |
| 4.3 Approuvez-vous le taux de cotisation 2016 ? | 186 | 67,15% | 91 | 32,85% | 277 | 2 | 48 | | 327 |

Motion présentée par le conseil d'administration

« Promouvoir la participation des usagers, enjeu de citoyenneté, dans l'ensemble du réseau UNA et en faire un axe politique et stratégique fort dans les années à venir »

UNA a su mettre en avant l'importance de la prise en compte de la place des usagers dans tous les processus et modalités des plans d'aide à leur attention (évaluation d'entrée, suivi,...). En témoigne l'investissement d'UNA dans l'outil méthodologique d'évaluation pluridimensionnelle DESIR et dans le développement des démarches qualité.

UNA a apporté de manière constante sa contribution dans l'élaboration des lois (loi du 2 janvier 2002, loi Handicap du 11 février 2005, loi APA, etc...) qui ont structuré le droit des usagers dans les dispositifs d'aide à domicile et leur expression individuelle et collective sur l'organisation des services d'aide à domicile.

Par ailleurs, UNA a voulu, dans un dispositif expérimental sur la citoyenneté, contribuer à éclairer les conditions du pouvoir des usagers et de leurs familles (préconisations pour les professionnels, reprises d'ailleurs par la CNSA).

Toutefois, il nous faut constater une faiblesse dans la prise de parole effective des usagers/bénéficiaires de l'aide à domicile et dans leur participation individuelle et collective à l'organisation de l'aide. Aussi, il s'agit de donner une nouvelle impulsion pour dépasser le stade des intentions et construire de nouvelles pratiques au sein même de nos services dans une alliance entre les objectifs politiques des projets portés par les administrateurs et dans les

comportements de nos professionnels dans leurs relations avec les usagers, leurs familles et les aidants.

Les délégués de l'Assemblée générale réunis le 24 juin 2015 ont demandé que toutes les instances politiques du réseau UNA reprennent ces dossiers et y affectent les moyens nécessaires pour :

- S'assurer que les dispositifs prévus par les lois et les recommandations de l'ANESM (auxquelles a participé UNA) soient bien appliquées (par exemple, mettre en place des conseils de vie sociale là où il n'en existe pas et/ou cooptation d'un représentant d'usagers aux CA des structures):
- Trouver les modalités qui permettent aux usagers et à leurs familles d'apporter un point de vue critique et original sur les prestations qui leur sont dispensées;
- Que les services d'UNA contribuent à aider les usagers à porter leur parole et celle de leurs familles auprès des pouvoirs publics nationaux et locaux;
- Enfin, en cohérence avec les réformes statutaires en cours, laisser d'une manière volontariste une place aux usagers, ou à leurs familles, dans la gouvernance de nos associations.

Pour ce faire, à tous les niveaux UNA s'est engagée à développer ses partenariats avec les associations représentant les usagers dans les domaines médico-sociaux, dans cet environnement particulier où notamment l'on essaye de développer la démocratie.

Mobilisation nationale du 7 mars 2015

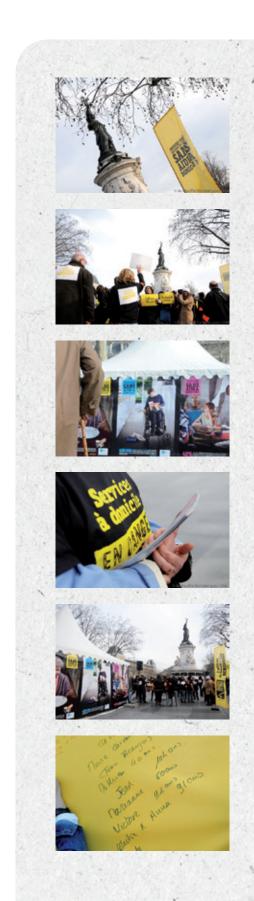


Aujourd'hui, la mobilisation de tous est indispensable pour sauver les services d'aide et de soins à domicile!
Il y a urgence à réformer le financement de nos services. C'est aujourd'hui plus de 2 millions de bénéficiaires et plus de 230 000 emplois qui sont menacés.

Dans ce contexte, UNA a souhaité faire de 2015, une année de mobilisation avec l'ensemble de ses adhérents pour défendre le droit de chacun à pouvoir rester à son domicile.

Pour accompagner et faire de cette campagne de mobilisation une réussite, un guide de communication a été élaboré qui présente à la fois l'ensemble du dispositif de communication ainsi que les outils qui sont mis à leur disposition.





Les objectifs de notre mobilisation

- Défendre les services d'aide et de soins à domicile et le droit des personnes fragiles : un modèle de société solidaire mais aussi une alternative économique au placement en établissement des publics les plus fragiles.
- Alerter sur la disparition programmée des services professionnels d'aide et de soins à domicile :
 la baisse des financements publics entraînera la disparition des services professionnels qualifiés capables d'accompagner les publics fragiles dans leur quotidien dans la continuité.
- Valoriser les services et métiers de l'aide et des soins à domicile : dépasser les clichés négatifs liés aux métiers pour valoriser l'impact positif au sein de notre société.







Bilan au 16 mars 2015

Une forte mobilisation du réseau UNA qui a permis de créer l'actualité dans les médias sur un sujet complexe :

- 19 événements qui ont rassemblé près de 4 000 personnes avec de forts rassemblements comme à Toulouse ou en Normandie.
- Une bonne reprise médias équilibrée sur l'ensemble du territoire.
- · Des interviews et reportages forts qui ont été repris au niveau national, ce qui montre la force du local.
- · Près de 29 millions de personnes sensibilisées.

Tableau des audiences :

| | TV | Radio | Presse | AUDIENCES CUMULÉES |
|----------|--------------------------------------|-----------|-----------|--------------------|
| National | 10 660 000 | 5 764 137 | 526 935 | 16 951 072 |
| Régional | 6 France 3 région environ 8 millions | 460 400 | 3 503 857 | 11 964 257 |
| | | | | 28 915 329 |







La loi d'adaptation de la société au vieillissement



Tout au long de l'année 2015 le projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement a été discuté devant le Parlement pour finalement paraître au Journal officiel en date du 29 décembre 2015.

Il s'agit d'une loi cadre qui aborde tous les enjeux liés au vieillissement de la population avec comme fil conducteur la volonté de replacer la personne accompagnée au coeur de l'intervention. Ainsi, la loi renforce les droits des personnes, améliore la prise en compte de son entourage et notamment des aidants. De plus, elle met en place une politique de prévention, avec la conférence départementale des financeurs.

La loi d'adaptation de la société au vieillissement consacre le rôle des conseils départementaux comme pilotes de l'action sociale sur les territoires et réforme l'APA à domicile.

Mais surtout, cette loi constitue une étape fondamentale de la réforme nécessaire du secteur social et médico-social à domicile. Ainsi, les dispositions de la loi vont bien au-delà des problématiques de vieillissement et vont impacter le champ du handicap et des familles en difficulté par la mise en place d'un régime unique d'autorisation.

Pour autant, il est clair que malgré ses avancées, la loi ne résout pas toutes les difficultés du secteur et surtout elle n'aborde pas la problématique fondamentale du financement des structures. Ainsi, la mobilisation d'UNA et de son réseau reste d'actualité.

TEMPS **FORTS 2015**



- Lors du vote du projet
 de loi en première lecture
 par le Sénat le 19 mars
 2015, l'uniformisation
 des régimes juridiques
 sous une autorisation
 unique dans un délai
 de 5 ans est adoptée.
- Lors de l'examen du texte en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale le 16 septembre 2015, l'amendement du gouvernement qui acte la suppression du droit d'option dès l'entrée en vigueur de la loi est adopté.
- Vote définitif par l'Assemblée Nationale le 10 décembre 2015 et par le Sénat le 14 décembre 2015.



L'action d'UNA

UNA s'est investie fortement dans l'élaboration de la loi et cela, dès la phase de consultation, en élaborant et en publiant 84 propositions.

Mais aussi tout au long du parcours parlementaire par la construction avec les fédérations de l'USB d'une plateforme d'une vingtaine d'amendements. Dans le cadre de l'USB, UNA a manifesté son soutien à l'uniformisation des régimes juridiques par un communiqué de presse publié le 11 mars 2015.

Tout au long de l'année 2015, UNA est consultée soit directement par le ministère, soit au sein du CoPil de refondation des SAAD sur les dispositions de la loi concernant le secteur du domicile.



Les principales dispositions de la loi

La loi d'adaptation de la société au vieillissement met fin à la coexistence des deux régimes juridiques de l'agrément et de l'autorisation pour les services prestataires intervenant auprès des personnes âgées, en situation de handicap et auprès des familles fragiles et procède à l'uniformisation des régimes juridiques au profit de l'autorisation, au sens du Code de l'action sociale et des familles et non pas au profit de l'agrément au sens du Code du travail.

La loi engage une expérimentation sur un modèle de SPASAD « intégré » : cette expérimentation devrait permettre enfin la reconnaissance des SPASAD (dont UNA est la première fédération en France) comme une solution d'avenir pour l'accompagnement des personnes fragilisées à domicile.

La loi institue les conférences départementales des financeurs de la perte d'autonomie afin de déployer et de financer des aides techniques, des actions individuelles et collectives de prévention.

Enfin, la loi met en place des dispositifs permettant de prendre en compte les besoins de répit des aidants auprès des personnes accompagnées, notamment lors de l'élaboration des plans d'aide et grâce à une revalorisation de l'APA.

À venir.....

Si les avancées de la loi d'adaptation de la société au vieillissement sont réelles, la complexité de la réglementation fait craindre des difficultés d'application en pratique.

UNA demeure un partenaire exigeant des pouvoirs publics et veille à ce que les textes d'application de la loi soient adaptés à l'activité concrète de ses adhérents. UNA intervient en soutien de son réseau afin que la loi soit appliquée de manière effective.

UNA, enfin, en dialogue avec son réseau et les pouvoirs publics, identifie et signale les disparités locales.

Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Lobbying UNA / Loi adaptation de la société au vieillissement

Actions politiques

FAMILLE

LES SAAD FAMILLE ET LA LOI ASV : UNA s'est très fortement mobilisée pour inclure les SAAD Famille dans le dispositif de suppression du droit d'option. L'adoption de la loi ASV fut l'occasion de faire reconnaître dans le code de l'action sociale et des familles les interventions de soutien à la parentalité financées par les CAF. Le projet de cahier des charges de l'autorisation des SAAD se travaille aussi dans ce sens, en reconnaissant les spécificités majeures des SAAD Famille.



Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Famille / Actualités

LA LOI DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET LES SAAD FAMILLE : la loi du 14 mars 2016 reprend largement les démarches portées par UNA tout au long de l'année 2015. Le PPE (Projet pour l'enfant), à l'origine très centré sur les interventions dédiées uniquement à l'enfant, est désormais étendu à son environnement, sa fratrie et ses parents. Ce qui doit permettre aux SAAD Famille d'être pleinement associés à ce qui se construit pour l'enfant et sa famille.



Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Famille / Actualités

UNE ANNÉE BLANCHE POUR LE RÉFÉRENTIEL DES SAAD FAMILLE : après les travaux organisés depuis 2012, puis la promesse de Mme ROSSIGNOL en 2014, un travail avec la DGCS, la CNAF et l'ADF a vu le jour au printemps 2015. Il a pour objectif de définir les conditions minimales de fonctionnement des SAAD Famille, en se basant sur une étude lancée auprès des SAAD Famille des réseaux pour recueillir et analyser leurs pratiques. À l'automne, le calendrier a été bousculé et les réunions de travail stoppées, du fait de l'avancée de la loi ASV. Les relances auprès du ministère nous laissent espérer une reprise en 2016.



Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Famille / Communication - Lobbying

LA RÉVISION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES DE L'AIDE À DOMICILE CNAF :

après plus d'un an de revendication, une baisse des participations familiales sur les interventions financées par la CNAF a été obtenue. Certes, cette diminution est bien inférieure à ce qu'elle devrait être mais la CNAF s'est engagée à suivre son impact sur l'activité des SAAD Famille et à envisager une nouvelle modification du barème. Nous restons mobilisés sur cette question, y compris dans le cadre des futurs travaux avec la CNAF sur le cahier des charges des SAAD Famille prévus en 2016.

PETITE ENFANCE

UNA ENFIN INTÉGRÉE AU COMITÉ PARTENARIAL PETITE ENFANCE: instance nationale regroupant AMF, DGCS, ADF, acteurs du champ et animée par la CNAF, le CPPE est un lieu de réflexion et d'échange sur ce qui se joue au plan national sur la « petite enfance ». UNA demandait depuis plusieurs années à y siéger, c'est chose faite. UNA y représente les 3 autres fédérations de l'aide à domicile: ADESSADOMICILE, FNAAFP/CSF et ADMR. Notre implication est l'occasion de représenter les structures collectives d'accueil du jeune enfant mais aussi d'y défendre et promouvoir la garde d'enfant au domicile parental.



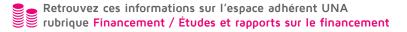
Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Petite enfance / Actualités

GESTION/FINANCEMENT

UN NOUVEAU FONDS DE RESTRUCTURATION: le renforcement de notre action vis-à-vis des autres fédérations et des pouvoirs publics nous a permis d'obtenir un nouveau fonds de restructuration pour 2016. Notre fédération a activement contribué à l'obtention de ce 4^{ème} fonds en 4 ans. Cela témoigne d'une réelle reconnaissance des difficultés économiques des services et de l'inadéquation du système de financement des SAAD.



LE SUIVI DE L'ÉTUDE NATIONALE DE COÛTS: 50 services d'accompagnement et d'aide à domicile, dont 2 services polyvalents d'aide et de soins à domicile (SPASAD), répartis sur 10 départements ont participé à cette étude. UNA a participé activement au comité de suivi de cette étude dont les conclusions ont été communiquées au réseau.



LE RAPPORT DE L'IGAS SUR L'ÉVALUATION DES EXPÉRIMENTATIONS RELATIVES À LA TARIFICATION DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (SAAD) : le rapport de l'IGAS présenté lors d'une réunion technique du COPIL de refondation des services, le 10 Juin 2015, est venu confirmer les constats qui ont amené l'ADF et les fédérations du secteur à proposer une refonte du système de tarification des SAAD.

Rendue possible par la loi de finances pour 2012, l'expérimentation de la réforme de la tarification des SAAD par des départements et des services volontaires a permis de tester concrètement le projet et d'en mesurer les effets sur les différents acteurs du secteur. Rappelons qu'UNA fut à la pointe de ces travaux initiés en 2010 avec l'Assemblée des départements de France et les fédérations œuvrant dans le secteur du Domicile.

Nous avons activement contribué à l'élaboration de ce rapport notamment par le biais d'une audition et l'envoi de pièces complémentaires à l'issue de cette audition.



Actions politiques

SANTÉ

DES NÉGOCIATIONS POUR LES CENTRES DE SOINS INFIRMIERS (CSI) :

reconnue en tant qu'instance représentative (depuis 2013), UNA a participé aux négociations menées entre la CNAMTS et les organisations représentatives de centres de santé pour rénover le cadre conventionnel. Ouvertes en juin 2014, elles ont débouché sur la signature d'un nouvel accord national en juillet 2015 après plusieurs mois de négociations pour faire reconnaître le rôle spécifique des centres de santé dans l'accès aux soins et la pratique coordonnée d'équipes de soins primaires.

Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Santé / Centres de santé

LA PROMOTION DES COOPÉRATIONS SSIAD-HAD : fortes de l'étude menée auprès de SSIAD et HAD sur 5 territoires, UNA, la FNEHAD et l'ADMR font connaître les revendications des établissements et services pour renforcer leurs coopérations au bénéfice des patients les plus fragiles, particulièrement en fin de vie. Elles ont interpellé ainsi la ministre de la Santé Marisol TOURAINE qui a entendu les propositions formulées et inscrit cet axe de travail dans le plan soins palliatifs qui sera décliné en 2016.

Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Santé / SSIAD

HANDICAP

LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2016 : elle prévoit que, dans un délai de 6 ans, les établissements et services autorisés au titre de l'intervention auprès de personnes en situation de handicap et dépendant de la compétence tarifaire du directeur de l'ARS doivent conclure un CPOM avec ce dernier.

Lors des discussions parlementaires sur ce texte, UNA a signalé au cabinet de Madame Touraine, notamment lors du comité de pilotage des SAAD du 6 octobre 2015, les problématiques qu'induit l'application d'une telle disposition pour les SSIAD qui n'ont que très rarement une activité exclusivement PH. À la suite de ces échanges et pour tenir compte des spécificités des SSIAD, ce texte prévoit que cette obligation s'appliquera également aux SSIAD intervenant auprès de personnes âgées ainsi qu'aux SPASAD.

LA RECONNAISSANCE DES SERVICES INTERVENANT AUPRÈS DES ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP: c'est chose faite, les SAAD Handicap intervenant auprès d'enfants sont désormais légitimes au sens du Code de l'action sociale et des familles. Après plusieurs années de revendication, la loi d'adaptation de la société au vieillissement a offert à UNA un véhicule législatif pour ouvrir aux enfants les prestations d'aide et d'accompagnement, initialement réservées aux adultes.



Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Personnes handicapées / Actualités





Un syndicat d'employeurs responsables

UNA est un acteur majeur du dialogue social au niveau de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile.

À ce titre, UNA est membre de toutes les instances paritaires nationales :

- · Membre fondateur de l'Union Syndicale de Branche (USB) Domicile qui regroupe les 4 fédérations employeurs de la branche, elle participe aux négociations de branche et à la promotion de la branche auprès des pouvoirs publics et institutionnels.
- · Elle agit également dans le cadre multiprofessionnel et national au travers notamment de l'Union des Employeurs de l'Economie Sociale et Solidaire (UDES) qui regroupe 25 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives) et 14 branches et secteurs professionnels. UNA est membre des bureaux et conseils d'administration et participe aux groupes de travail (dialoque social négociation, régionalisation et groupe employeur).
- Elle est également membre au titre de l'UDES du conseil d'administration de AEES et de l'APFEES qui a vocation à organiser la formation des conseillers prud'homaux de l'ESS.
- · UNA est également membre du bureau et du conseil d'administration de l'OPCA de branche, UNIFORMATION.

UNA participe activement à défendre la politique de professionnalisation de la branche. À ce titre, elle est membre de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) et de l'Observatoire de branche.

Elle participe également au pilotage de la gestion des fonds de la formation mutualisés de la branche en tant que membre de la section paritaire professionnelle.

de taux d'évolution de la masse salariale

de taux dédié à la formation professionnelle des salariés

% 2,04% 75 millions

d'euros en soutien à la formation des personnels

(convention CNSA/UNIFORMATION 2015-2017)



Manuela PINTO, Directrice des Relations sociales - Contact: m.pinto@una.fr

Commission, groupe de travail.....

Les travaux du syndicat se nourrissent des travaux du groupe « fonction employeur UNA » qui s'est réuni 5 fois en 2015. Ces travaux ont permis de proposer des hypothèses de négociation aux instances d'UNA et de recueillir les avis et idées des membres du réseau (administrateurs et personnels de direction) sur les sujets sociaux.

Activités 2015 : USB

UNA a assuré la présidence de l'USB jusqu'au 1er juillet et a piloté à ce titre les négociations.

Le bureau de l'USB s'est réuni 10 fois en 2015 pour préparer la position commune des fédérations employeurs en amont des négociations.

UNA participe à toutes les commissions paritaires nationales : mixtes paritaire de négociation (8 en 2015), d'interprétation, de suivi des régimes de protection sociale de branche.

L'année 2015 a été marquée :

 par la poursuite des négociations relatives à la durée minimale de travail des salariés à temps partiels,

- par la signature de l'avenant 21 relatif au contrat de génération qui facilite le recours au dispositif par les structures et évite le paiement de la pénalité légale pour celles de moins de 300 salariés,
- par la signature d'un avenant relatif au régime des frais de santé permettant de rééquilibrer le régime en ajustant les garanties, de mettre ces garanties en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires et légales notamment au regard de la nouvelle répartition de la cotisation.

Par ailleurs, la structuration de la branche se poursuit avec la création du logo de branche et le début des travaux de création d'un site internet dédié.

TEMPS FORTS 2015

1er janvier

Entrée en vigueur de l'avenant relatif à la démocratie sociale et à la formation professionnelle Augmentation du Smic (et immersion

de 5 salaires conventionnels) Extension des avenants 13 et 16 Agrément de l'avenant 18 Agrément de l'avenant 19

20 mars

Rencontre USB/DGT sur le sujet des déplacements -

1er avril

Ouverture de la plateforme d'écoute et de soutien psychologique de Branche

20 avril

Diffusion des outils seconde partie de carrière

23 avril

Rendez-vous USB/DGCS sur le sujet des déplacements

1er iuin

Premier rapport de Branche

16 juillet

Signature de l'EDEC Petite Enfance

6 août ·

La loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances réforme la juridiction prud'homale

Novembre

L'UDES obtient un siège au Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)

Décembre

Signature de la convention UNIFORMATION/CNSA (2015 - 2017)

Fin des travaux de l'EDEC de branche

Activités 2015 : UDES

En tant que membre, UNA participe :

- · au groupe employeur de l'UDES,
- à la commission régionalisation qui anime le réseau des représentants UDES en région,
- aux groupes de dialogue social et de négociation qui ont pour objectif de conclure des accords multiprofessionnels.

En 2015, UNA a participé :

 aux négociations relatives à l'avenant à l'accord collectif du 14 novembre 2011 portant modification de la convention de création d'Uniformation du 28 juin 1972. Cet avenant a été signé le 15 septembre 2015, aux négociations multi professionnelles sur le sujet de l'égalité professionnelle.

En 2015, UNA a également participé aux travaux de l'UDES sur le sujet de la laïcité, de l'emploi des travailleurs handicapés, du dialogue social territorial, de la qualité de vie au travail.

Par ailleurs, UNA a sollicité les présidents de ses unions territoriales afin de désigner des représentants au sein des collèges régionaux de l'UDES à l'aune des futures grandes régions. En fin d'année, la liste de ces représentants a été validée par le conseil d'administration de l'UDES.

Activité 2015 : la conférence sociale

Lors de la grande conférence sociale, UNA a représenté l'UDES à la table ronde présidée par la Ministre du Travail, Mme EL KHOMRI, sur le compte personnel d'activité.

Lors de cette conférence, l'UDES a défendu 50 propositions pour accompagner les gisements d'activités et d'emplois de la nouvelle économie. Une dizaine d'entre elles a été reprise dans la feuille de route sociale du gouvernement.

EDEC

UNA et les trois autres fédérations employeurs de la branche sont engagées dans trois EDEC (accord-cadre signé entre l'État, les partenaires sociaux, les organisations professionnelles et tout organisme nécessaire à la bonne « fin du projet ») nationaux :

L'EDEC DE BRANCHE, signé en 2011 et qui s'est achevé le 31 décembre, a porté sur trois thématiques :

- la gestion de la deuxième partie de carrière des salariés de plus de 45 ans,
- · la prévention de la pénibilité et des risques professionnels,
- les gisements d'emploi dans la prise en charge à domicile des personnes en situation de handicap, les besoins en compétences et qualifications et l'identification des freins au développement de cette activité.

Les outils opérationnels relatifs au sujet de la seconde partie de carrière ont été diffusés en avril. Les autres outils sont en cours de finalisation.

L'EDEC AUTONOMIE, signé en 2014 et décliné dans la Branche en 4 actions :

 Action 1: accompagner les structures de l'aide à domicile dans l'anticipation et la mise en œuvre de leur gestion des ressources humaines, en privilégiant celles de petite ou moyenne taille, ou celles en difficulté quant au maintien dans l'emploi de leurs salariés.

- Action 2 : accompagner les responsables de secteur ou les accompagnants de proximité afin de renforcer leurs compétences dans l'exercice de leurs missions.
- Action 3: faire monter en compétences les intervenants de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile qui interviennent auprès de personnes en situation de handicap.
- Action 4: innover dans les pratiques de formation interne pour le développement des compétences des salariés, l'intégration de nouveaux embauchés et la mise en œuvre d'une formation initiale par alternance.

Les travaux se sont poursuivis en 2015 avec l'objectif de toujours proposer aux employeurs des outils opérationnels.

L'EDEC PETITE ENFANCE, signé en 2015 qui vise à produire des outils centrés sur la formation des intervenants et des personnels d'encadrement, pour améliorer les compétences mais aussi les parcours professionnels.

UNA a participé également aux travaux de réarchirecture des diplômes du travail social et notamment à la refonte de ceux de niveau V (DAVS et DEAMP).

Événements



2 FÉVRIER : Conférence salariale.

1^{ER} OCTOBRE : Convention nationale de l'UDES, sur le thème « Nouveaux modèles

de croissance : la place des employeurs de l'ESS ».

19 OCTOBRE : UNA participe à la 4ème conférence sociale pour l'emploi.





Programme de modernisation



La mise en place du programme de modernisation a été accompagnée par l'équipe Modernisation et les expertises de l'Union nationale en appui des 35 unions territoriales (UT) et des 538 structures engagées, à travers les actions suivantes :

- · Accompagnement technique à la saisie des diagnostics individuels et à la réalisation des diagnostics territoriaux (mise à disposition d'outils et de cadres méthodologiques).
- · Appui à la construction des plans d'action territoriaux : aide à l'analyse des diagnostics et à la priorisation des actions, soutien à la construction des budgets et à la mise en place des ressources, recueil de l'engagement des structures et de la formalisation du cadre conventionnel.
- · Identification des pilotes pour les 35 UT engagées, formation et appui technique des pilotes à la gestion du projet (suivi opérationnel et budgétaire).
- · Appel à candidature interne au réseau pour identifier les expertises réseau sur chacune des 5 actions collectives.
- « Labellisation » de cabinets d'expertise externe.
- Formation de l'ensemble des experts aux méthodologies des chantiers.

Les objectifs

Analyser les besoins des structures et les opportunités des territoires afin de construire des plans d'action adaptés.

Les actions

- Module d'autodiagnostic individuel UNApédia sur les 5 actions collectives et Systèmes d'Information (SI).
- Diagnostics territoriaux.
- Construction des plans d'action locaux : choix des actions collectives pour un territoire au regard des résultats de diagnostic, construction des plans d'action (budget, choix des expertises d'accompagnement).

NOMBRE DE CHANTIERS CHOISIS PAR STRUCTURE :

- 66 % des structures se sont 6 % des structures se sont positionnées sur 2 chantiers
 - positionnées sur 4 chantiers
- 26 % des structures se sont positionnées sur 3 chantiers
- 2 % des structures se sont positionnées sur 5 chantiers

| | NOMBRE DE Structures | NOMBRE DE Départements | NOMBRE DE GROUPES DE TRAVAIL |
|---------------------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------------------|
| AIDE ET SOINS | 301 | 55 | 30 |
| HANDICAP | 256 | 56 | 26 |
| GESTION | 218 | 62 | 25 |
| RH | 351 | 67 | 35 |
| RÉALISATIONS DES PRESTATIONS | 56 | 18 | 7 |

Les engagements

- · Sur les 538 structures engagées en phase préparatoire, 502 ont confirmé leur engagement en phase de déploiement, 36 se sont retirées du programme, 5 ont rejoint le programme.
 - => 507 structures engagées sur les actions collectives.
- 83 départements concernés organisés en 35 unions territoriales

structures engagées sur 680 structures engageables soit un taux d'engagement de 79%

départements concernés

pilotes locaux formés

diagnostics individuels réalisés dans UNApédia



Katia ROGUIN, Responsable projets cofinancés ; Bengani LESSEDJINA, Assistante ; Adèle MOULIN, Chargée de mission modernisation - Contact: a.moulin@una.fr

Chantiers collectifs

AIDE ET SOINS

- En 2015, plus de 300 structures sont engagées sur le chantier « aide et soins » au sein de 30 groupes de travail animés par des experts et pilotés au niveau de l'union territoriale.
- 69% sont des SAAD qui souhaitent prioritairement renforcer leurs pratiques de coordination avec le soin. 31% sont gestionnaires de SAAD et SSIAD ou de SPASAD déjà autorisés.
- Les travaux réalisés permettent aux adhérents de définir leurs orientations stratégiques, avec qui et comment mettre en œuvre des pratiques de coordination voire intégrer les expérimentations SPASAD prévues par la loi ASV.

HANDICAP

- En 2015, plus de 250 structures sont engagées sur le chantier « handicap » au sein de 26 groupes de travail animés par des experts et pilotés au niveau de l'union territoriale.
- Le chantier vise l'accompagnement des adhérents pour développer ou optimiser une réponse spécifique destinée aux personnes en situation de handicap. Pour mieux cibler cette réponse, l'axe « handicap » déploie également une dynamique partenariale au national et au local. Ces démarches seront particulièrement importantes à articuler avec la mise en œuvre d' « une réponse accompagnée pour tous ».

GESTION

- 227 structures sont engagées sur le chantier « gestion » du programme de modernisation. Les groupes de travail sont majoritairement animés par des experts locaux externes à l'exception d'un seul territoire qui a fait appel à une compétence réseau.
- Le diagnostic effectué sur UNApédia laisse apparaître de réelles marges de progression au niveau des procédures budgétaires mais également des limites en termes de mise en œuvre d'une comptabilité analytique.
- Ainsi, les travaux réalisés sur les différents territoires portent sur la réalisation des budgets par activité, la gestion prévisionnelle et l'analyse de coûts.

RESSOURCES HUMAINES (RH)

- En 2015, plus de 350 structures sont engagées sur le chantier « ressources humaines » au sein de 35 groupes de travail animés par des experts externes ou des experts issus du réseau UNA.
- La totalité des groupes a choisi de travailler prioritairement sur les thèmes du pilote RH / absentéisme, ainsi que sur la prévention des risques professionnels.
- Les travaux réalisés permettront aux adhérents de formaliser, outiller, optimiser les process RH, avec pour objectif de contribuer au renforcement de l'attractivité des métiers et du secteur, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

RÉALISATION DES PRESTATIONS

 L'autodiagnostic des structures présente un taux moyen de 83% de conformité aux 49 critères, indiquant un dispositif d'accompagnement et de respect des droits des usagers globalement bien installé au sein des structures.

- Le mécanisme de délivrance des prestations (thèmes « planification des prestations » et « réalisation des prestations ») parait correctement en place.
- Les thèmes « contractualisation » et « suivi et accompagnement » vont mériter une attention particulière, notamment sur la mise en place du projet personnalisé.

Projets individuels

MUTUALISATION

- Le chantier mutualisation permet d'accompagner les structures dans la définition des modalités de coopération/ mutualisation et dans la formalisation et la mise en œuvre de ces modalités.
- De septembre à décembre 2015, 18 projets (17 fusions et un groupement soit 40 structures) ont été accompagnés.
- UNA a souhaité capitaliser sur les projets soutenus dans le cadre de la première convention (2009-2014) et mettre à disposition de ses adhérents une base de données de 105 projets (monographie détaillée, facteurs de réussites, difficultés et bonnes pratiques pour la mise en œuvre), disponible sur le site adhérent UNA dans la partie « Mutualisation / Coopération ».

AUDITS/ACCOMPAGNEMENTS

- 80 rapports d'audits ont été analysés dans le cadre de la capitalisation de la seconde tranche du programme de modernisation.
- 15 audits financés en 2015.
- 9 accompagnements à la mise en œuvre.
- 12 diagnostics d'urgence

SYSTÈMES D'INFORMATION (SI)

- Un dispositif de soutien financier a été mis en place afin d'accompagner les structures lors de la modernisation de leur système d'information. Il est réservé aux structures engagées dans les autres chantiers collectifs.
- Sur la centaine de projets envisagés, 54 ont fait l'objet d'un dépôt de dossier individuel et d'un examen par la commission SI d'UNA. 45 ont reçu un avis favorable pour une réalisation en 2015 et ont donné lieu à la signature d'une convention juridique de soutien financier. 40% des dossiers concernent la mise en place de la télégestion pour un total de 3300 smartphones et 30% portent sur une bascule vers un mode hébergé et l'abandon des serveurs locaux.
- Les trois critères d'éligibilité des projets retenus pour 2015 et reconduits pour 2016 sont :
 - La mutualisation des logiciels, du paramétrage et/ou des serveurs,
 - 2 L'amélioration de l'organisation interne, des méthodes de travail et des pratiques de bonne gestion,
 - 3 L'amélioration significative de la sécurité du SI, hors matériel et serveur.

Relations unions territoriales

En 2014, l'Union nationale crée une Direction Réseau qui fera place à un « Pôle Relations aux unions territoriales » en fin d'année 2015.

Il a pour mission d'accompagner la mise en oeuvre de la réforme statutaire, en lien avec la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe).



Philippe METAIS, Chef de projet développement, Katia ROGUIN, Responsable Relations unions territoriales - Contact: k.roquin@una.fr

2 () unions régionales

65

fédérations départementales et/ou interdépartementales 839

structures adhérentes au réseau UNA au 31 décembre 2015

Événements...

GROUPE DE TRAVAIL « ORGANISATION TERRITORIALE ET APPUI AU DÉVELOPPEMENT

DES UNIONS » : composé d'administrateurs et de directeurs d'unions territoriales, s'est réuni deux fois au cours de l'année 2015. L'une quelques mois avant l'Assemblée générale (25 mars) et l'autre à la veille de l'adoption des nouveaux statuts (23 juin) qui entérinent une réforme territoriale :

- Les unions régionales doivent désormais se réorganiser en « grande région » selon le périmètre de la région administrative.
- Le seul échelon de structuration obligatoire devient l'union régionale « grande région ». Les adhérents sont libres de conserver ou non un échelon

départemental/interdépartemental, que ce soit sous la forme d'une union ayant une personnalité morale ou d'un comité sans personnalité morale.

- Les structures deviennent directement adhérentes à l'Union nationale et à chacun des échelons territoriaux existant sur leur territoire: l'union régionale (échelon obligatoire) et départementale ou interdépartementale si elle existe.
- La répartition des missions entre les différents échelons de structuration se fait par complémentarité ou par subsidiarité.
- Chaque structure vote directement pour la désignation de ses délégués à l'assemble générale nationale.

TEMPS **FORTS 2015**

- Assemblée générale du 24 juin 2015 qui adopte les nouveaux statuts comportant la nouvelle organisation territoriale du réseau.
- Loi du 07 août 2015 portant réforme de l'organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).
- Novembre 2015 : la Direction réseau devient le Pôle « Relations aux unions territoriales ».



Personnes âgées

Activités

EXPÉRIMENTATION DES « PANIERS DE SERVICES » : la CNAV poursuit le déploiement sur les territoires de l'expérimentation avec les prestataires d'aide à domicile dont 5 structures du réseau UNA. Un bilan d'étape, réalisé avec les fédérations, met en évidence le besoin d'affiner le modèle en intégrant de la souplesse avant une généralisation de ce nouveau dispositif envisagé en 2016.

PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE: la loi d'adaptation de la société au vieillissement reconnait le rôle des services à domicile dans la prévention de la perte d'autonomie. Une enquête auprès du réseau montre que les structures réalisent des actions individuelles et collectives de prévention des chutes, de la dénutrition, de l'isolement, des activités physiques adaptées, des solutions de répit auprès des aidants,...
Ces actions sont à consolider et à valoriser auprès de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

SILVER ÉCONOMIE: publication en mars 2015 du « Guide des financements de la Silver Economie pour les associations de service d'aide à domicile », réalisé par Frédéric Serrière pour UNA et deux autres fédérations de la branche. Action soutenue par la Mission Services à la Personne (MISAP) de la Direction Générale des Entreprises (DGE) du Ministère de l'Economie et des Finances.

Le 29 septembre 2015, Emmanuel MACRON, Ministre de l'Economie et des Finances convoque le Comité de Pilotage pour lancer la démarche d'un second Contrat de Filière Silver Economie après celui du 12 décembre 2013 signé par UNA.

UNA continue à siéger au conseil d'administration et au bureau de France Silver Eco.

sessions de formation réalisées en partenariat avec France Alzheimer sur la connaissance et les répercussions de la maladie dans la vie quotidienne auprès de stagiaires



Line LARTIGUE-DOUCOURE, Directrice Contact: I.lartigue@una.fr

TEMPS **FORTS 2015**

 10 avril 2015 : signature de la Charte Monalisa à l'occasion de la table ronde « Lutter contre l'isolement des personnes âgées » au congrès du domicile à Tours.



- 9 et 10 avril 2015 : table ronde sur « l'accès à l'aide à domicile pour les personnes âgées en France : inégalités territoriales et concurrence des services » et « Lutter contre l'isolement des personnes âgées : indispensable complémentarité des bénévoles et des professionnels » lors du Congrès du domicile.
- 29 septembre 2015 : vers un second contrat de filière Silver Économie.



Santé et soins

L'équipe Santé d'UNA assure la représentation et l'accompagnement des SSIAD, CSI et SPASAD du réseau.

- Elle représente les CSI du réseau au sein des instances paritaires de la CNAMTS.
- Elle défend le rôle et les missions des SSIAD et assure la promotion des SPASAD auprès des pouvoirs publics.
- Elle fait valoir l'importance des acteurs du domicile dans la prise en charge des maladies neuro-dégénératives, des pathologies chroniques et dans l'accompagnement de la fin de vie.
- Elle élabore, avec l'appui des groupes de travail composés de professionnels et administrateurs du réseau, des méthodologies et des outils techniques pour favoriser la prise en compte par les services des évolutions réglementaires et organisationnelles.
- Dans une démarche prospective, elle mène avec le réseau et des partenaires des études pour anticiper les nouveaux besoins de santé, les évolutions dans l'organisation du système de santé et leurs impacts pour les acteurs du domicile.



Commission, groupe de travail.....

GT SPASAD: composé de structures du réseau organisées en SPASAD, le GT s'est réuni 2 fois pour formuler des propositions sur le cahier des charges de l'expérimentation prévue par la loi ASV. Il contribue également à la construction de la méthodologie d'accompagnement des structures du réseau qui s'engageront sur le chantier « aide et soins » du programme de modernisation.

GT SSIAD: il réunit des directeurs et des infirmiers coordinateurs qui analysent l'impact des évolutions réglementaires et du secteur pour les SSIAD. Pour l'année 2015, les sujets ont porté sur les évolutions de la NGAP, la remontée des comptes administratifs via l'application HAPI. Ce GT a aussi été l'occasion de partager les expériences de SSIAD innovants.

Événements.....

17 JUIN: JOURNÉE TECHNIQUE NATIONALE SSIAD, réunissant 92 participants venus échanger sur les actualités des SSIAD, les coopérations avec les libéraux, les SAAD, les HAD et les innovations comme les SSIAD de nuit ou encore les « transi-SSIAD », cette journée a également été l'occasion d'accueillir la CNAMTS pour une présentation des évolutions de la NGAP.

10 SEPTEMBRE : JOURNÉE NATIONALE CENTRES DE SANTÉ, présentation du nouvel accord national refondant les relations entre les CSI et l'assurance maladie, co-animée avec le coordonnateur du RNOGCS. La journée a rassemblé 32 représentants des centres du réseau.



3 JOURNÉES RÉGIONALES DE RÉFLEXION SUR LES SPASAD EN ESSONNE : en Bourgogne, et dans le Puy de Dôme.

TEMPS FORTS 2015

- Signature d'un nouvel accord national des Centres de Santé redéfinissant les relations entre les centres et l'assurance maladie.
- Concertations sur le cahier des charges de l'expérimentation SPASAD.
- Lancement du chantier aide et soins du programme de modernisation.
- Publication des résultats de l'étude sur les coopérations SSIAD/HAD.
- Congrès du domicile à Tours : tables rondes prévention, parcours de santé et fin de vie.



Cécile GAUTIER, Chargée de mission ; Line LARTIGUE-DOUCOURE, Directrice - Contact: c.gautier@una.fr ; I.lartigue@una.fr

34

SPASAD autorisés

220

SSIAD

60

Centres de Santé Infirmiers

COORDINATION ET SPASAD

Une part importante des travaux menés pendant l'année porte sur l'élaboration d'une démarche outillée d'accompagnement des structures dans le renforcement de leurs pratiques de coordination et le développement de SPASAD.

Structurée en 3 phases allant du projet stratégique aux travaux sur les pratiques professionnelles et au bilan, la démarche a décliné des outils modélisés à destination des structures engagées dans le programme de modernisation.

LUTTE CONTRE LE CANCER

UNA a mobilisé des structures du réseau pour participer à une enquête de la Ligue contre le Cancer visant à mieux identifier les besoins sociaux à domicile des personnes atteintes par cette pathologie.

COOPÉRATION SSIAD/HAD

Initiée en 2013, l'étude SSIAD/HAD a mis en évidence les besoins de coopérations entre ces deux acteurs, en particulier pour l'accompagnement à domicile des personnes en fin de vie. Les résultats de cette étude, menée en partenariat avec la FNEHAD et l'ADMR, amènent les 3 fédérations à formuler des revendications pour faire évoluer le cadre réglementaire et permettre des coopérations renforcées entre SSIAD et HAD dans les situations de fin de vie.





Handicap

Au sein du pôle « santé - social », l'équipe « handicap » d'UNA représente et défend les intérêts des acteurs « handicap » du réseau et accompagne quotidiennement les adhérents dans la conduite et le développement de leur activité. Elle anime également le chantier « Handicap » du programme de modernisation UNA.

572

services prestataires PSH 39

services labellisés CAP HANDEO



TEMPS 2015

- Animation au salon des services à la personne.
- Congrès du domicile : table ronde sur « L'aide à domicile auprès des enfants porteurs de handicap » et « Quelles complémentarités entre services et établissements ? »-
- 2 rencontres partenariales avec les acteurs du handicap les 24 avril et 24 septembre 2015 (UNAFAM, FISAF, HANDEO, AFM Téléthon, APF, CLAPEAHA, FAAF, Trisomie 21,...).
- Lancement du chantier
 « handicap » du programme de modernisation.



Commission, groupe de travail

COMMISSION «HANDICAP»

5 réunions sur l'année, portant sur le partenariat avec Handéo, la construction de la méthodologie du programme de modernisation et les rencontres partenariales.

L'ÉQUIPE « HANDICAP » participe aux travaux suivants :

- Commission et groupes de travail UNIOPSS
- Observatoire de l'aide humaine de Handéo
- Travaux sur le comité « formation, handicap et domicile » d'Handéo et sur le label enfants et adolescents CAP HANDEO
- Travaux de l'EDEC handicap

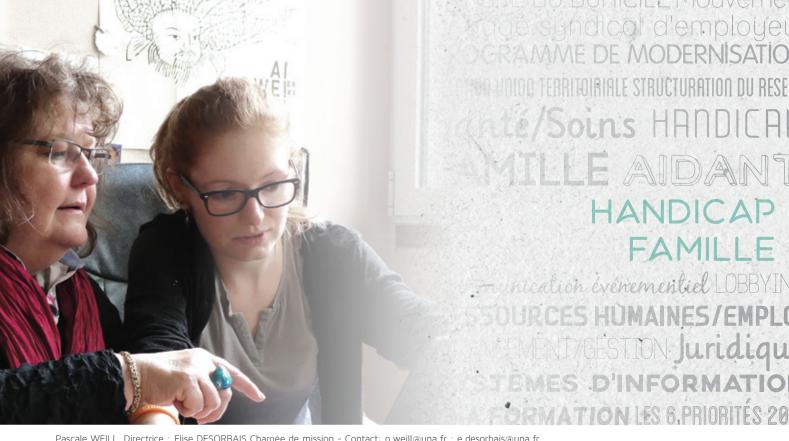
CNCPH (MADAME MARTEL, PRÉSIDENTE HONORAIRE) :

la mandature du CNCPH s'achève en 2015 après trois années de travaux sur des sujets parfois difficiles comme l'accessibilité, le handicap psychique ou la scolarité. Même si les résultats sont souvent trop lents à venir et les obstacles nombreux, la participation de UNA aux travaux ne faiblit pas. La prochaine mandature devrait permettre d'avancer sur les questions de compensation au travers d'un groupe de travail où UNA sera bien sûr présent.

ACCESSIBILITÉ ET MISE

AUX NORMES: veille, analyse, alerte et conseil en matière d'accessibilité des structures au regard des obligations légales s'imposant à tous.





Pascale WEILL, Directrice; Elise DESORBAIS Chargée de mission - Contact: p.weill@una.fr; e.desorbais@una.fr



Au sein du pôle « santé - social », l'équipe « famille » d'UNA représente et défend les intérêts des acteurs « famille » du réseau et accompagne quotidiennement les adhérents dans la conduite et le développement de leur activité.

Commission, groupe de travail

COMMISSION « PETITE ENFANCE

FAMILLE » : 3 réunions de travail sur la réforme de la protection de l'enfance, les travaux d'étude de la DGCS, le cahier des charges SAAD Famille dans le cadre de la loi ASV ou encore sur la question de la laïcité et de la défense des valeurs de la République.

POINT D'ORGUE : par la loi ASV, les SAAD Famille sont désormais inscrits dans le Code de l'action sociale et des familles pour leur activité de soutien à la parentalité dans le cadre de l'Aide à domicile aux familles.

LE CONGRÈS DU DOMICILE a permis pour la première fois d'avoir un parcours spécifique axé sur la famille et l'enfance, avec trois tables rondes dédiées.

L'ÉQUIPE « FAMILLE » participe aux travaux suivants :

- · Réalisation d'une charte de la laïcité, pilotée par la CNAF.
- · Commission et groupes de travail UNIOPSS.
- · Outil de recueil des données en aide à domicile de la CNAF.
- Enquête DGCS sur les SAAD Famille.
- · Soutien à la parentalité (animé par le Ministère)



2.2 services Famille

- Animation au salon des services à la personne.
- Congrès du domicile : table ronde « Du soutien à la parentalité à la protection de l'enfance : l'efficience de la collaboration » et « Quel rôle pour les services à domicile face à l'accroissement de l'exclusion et de la pauvreté ? »
- Participation à l'élaboration du cahier des charges SAAD Famille.
- · Participation à l'étude de la DGCS sur les SAAD Famille.
- Contribution interfédérale à la réforme de la protection de l'enfance.



Petite enfance

L'équipe petite enfance d'UNA accompagne quotidiennement les adhérents dans le développement et la création d'une activité petite enfance :

- Elle conseille et oriente individuellement ou collectivement les structures sur le choix du projet et sur sa mise en place.
- Elle défend la complémentarité de l'accueil individuel et collectif.
- Elle assure la représentation du réseau auprès des instances publiques.
- Elle se positionne comme un acteur clé de la petite enfance auprès des pouvoirs publics, mais aussi des entreprises et des acteurs locaux.
- Elle met en place des partenariats et participe aux événements internes et externes.
- Elle assure la veille juridique et réglementaire.



110 structures ont développé l'activité

Commission, groupe de travail





GT PETITE ENFANCE FAMILLE

Il s'est réuni 3 fois pour travailler sur le partenariat avec la MISAP sur le service de garde d'enfants à domicile, sur l'EDEC petite enfance et les formations ainsi que sur la journée nationale petite enfance et sur l'offre d'accompagnement. Ce lieu d'échanges permet également de partager les positions d'UNA par rapport aux travaux de la CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales).

COMITÉ PARTENARIAL PETITE ENFANCE DE LA CNAF

Animé par la CNAF, c'est un lieu de réflexions et d'échanges sur les travaux relatifs à la petite enfance en présence de UNA (qui représente les 3 autres fédérations de l'aide à domicile), de l'Association des Maires de France (AMF), de l'Association des Départements de France (ADF) et de la DGCS. C'est l'occasion pour UNA de représenter les structures collectives d'accueil du jeune enfant mais aussi d'y défendre et promouvoir la garde d'enfants à domicile.

GT PETITE ENFANCE UNIOPSS

lieu d'échanges et de réflexions avec les différents acteurs de la petite enfance de l'Economie Sociale et Solidaire.



Anais PERELMAN, Chef de projets ; Pascale WEILL, Directrice - Contact: a.perelman@una.fr

93

ont un service de garde d'enfants 17

sont gestionnaires d'au moins un établissement collectif 30

établissements sur le territoire (multi-accueil, micro-crèche, halte-garderie)

Activités 2015



enfance» du réseau (65 réponses), de la création d'une plaquette sur l'offre d'accompagnement UNA et d'organisation de tables rondes avec les partenaires principaux et les adhérents du réseau.

Elaboration de l'offre d'accompagnement

- Création d'outils méthodologiques et pédagogiques disponibles sur l'espace adhérent.
- Mise en place de modules de formation et de formation-action.
- Accompagnement à la réponse de DSP (Délégations de Service Public).
- Accompagnement stratégique, juridique et financier à distance.
- Accompagnement pas à pas sur un projet.

Réalisation de 5 présentations de la petite enfance aux unions territoriales, 26 accompagnements à distance et sur site (relecture de projets, rendezvous avec les adhérents...) dont 2 en accompagnement pas à pas.

Présentation du réseau UNA au groupe de travail petite enfance de l'AMF.

Animation au salon des services à la personne.

Rencontres partenariales avec la MISAP, I'AMF, AGAPI et KIDIZZ.

TEMPS **FORTS 2015**

5 novembre 2015 JOURNÉE NATIONALE PETITE ENFANCE

72 participants (23% directeurs, 20% présidents ou administrateurs, 20% cadres ou responsables de secteur, 20% professionnels terrain).

9 unions territoriales,
42 structures dont 64% n'ont pas d'activité petite enfance.
10 ont un service de garde d'enfants,
2 font de l'accueil collectif et
3 ont les 2 champs d'application.

Présence de la CNAF, de la DGE-MISAP, de l'AMF et du centre ressources DLA.

Aidants

Au sein du pôle « santé - social », la thématique centrée sur les aidants est portée par l'équipe du Pôle, pour promouvoir et consolider les initiatives du réseau.

- UNA est partenaire de l'Association française des aidants.
- UNA est membre de l'association pour la Journée nationale des aidants.

AIDANTS AIDANTS KETING DÉVELOPPMENT Qualité manication événementiel LOBBYING SOURCES HUMAINES/EMPLOI ANDEMENT/GESTION Juridique TEMES D'INFORMATION FORMATION LES 6 PRIORITÉS 2016

syndicat d'employeur

Commission "Aidants" ...

Deux réunions du groupe de travail ont eu lieu, avec pour thématiques principales :

- 21 AVRIL 2015: travaux sur le projet de loi ASV en matière d'aide aux aidants et présentation du partenariat avec l'AFA.
- 23 JUILLET 2015: préparation de la Journée nationale des Aidants, avec la contribution de Cécile COVES-VINCENT, responsable Évènementiel-Mutualisation UNA et l'intervention de l'association « Aidants Attitude ».

TEMPS 2015

9 avril

Table ronde « Les aidants : une relation partenariale à construire » lors du congrès du domicile.

Retrouvez la synthèse sur http://www.lecongresdudomicile.org/ upload/docs/synthese-aidants.pdf

6 octobre JOURNÉE NATIONALE DES AIDANTS

Événements.



Lancée le 6 octobre 2010 par le gouvernement français, la Journée nationale des Aidants vise à sensibiliser la société et les médias au rôle indispensable des proches de personnes

dépendantes, malades ou en situation de handicap. Cette journée permet de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour porter collectivement des actions locales ou nationales.

PARTICIPATION DE UNA AU COLLOQUE ORGANISÉ AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

À l'initiative de UNA, Sylvie HOUDANT, Directrice générale de l'association UNA'DOM (Réseau UNA) avec une assistante de soin en gérontologie, un ergothérapeute et un aidant sont intervenus lors de la table ronde organisée au Ministère de la santé sur la thématique « Quels services professionnels en soutien des aidants ? »

PARTICIPATION DE UNA À LA WEB TV ORGANISÉE PAR AIDANTS ATTITUDE

UNA a permis à deux directeurs de son réseau de témoigner sur la web TV transmise en direct sur le site http://www.aidantattitude.fr/:

- Dominique VILLA, Directeur de l'AAGDA (02), présentation de solutions d'accompagnement pour les aidants (aide au répit, club des aidants, atelier de prévention,...),
- Sylvie HOUDANT, Directrice UNA 'DOM (77) Accompagner son proche à domicile : c'est possible mais comment?

service une ou pour le

services développent une ou plusieurs activités pour les aidants :

- Information/orientation (90)
- Actions de soutien (65)
- Plateformes de répit (25), baluchonnage (17), séjours (13)
- Cafés des aidants (35)
- Formations à destination des aidants (19)



Qualité et évaluation

Les missions du pôle qualité d'UNA poursuivent plusieurs objectifs :

- Représenter les intérêts du réseau (Ministères, administrations centrales, ANESM, DGE/MISAP, AFNOR, etc.).
- Accompagner et outiller les structures adhérentes dans les démarches d'amélioration continue de la qualité et la procédure d'évaluation.
- Apporter un soutien méthodologique et technique aux structures lors du renouvellement de leur agrément ou de leur autorisation.
- Informer, animer et former le réseau des référents qualité et des référents évaluation.



syndical d'er

Christophe PELLETIER, Responsable Contact: c.pelletier@una.fr

186

structures certifiées « NF Service » et trophée AFNOR de l'ADAR 44 d'Orvault pour ses 10 ans de certification 7

flashs qualité 8

formations à la norme NF

Activités 2015

Plusieurs dossiers ont été pilotés et mis en œuvre pour le réseau :

- · Les démarches qualité et la certification de services.
- · La procédure d'évaluation interne et externe.
- L'appropriation de la norme NF X 50-056 « Services aux personnes à domicile » et la révision des règles de certification NF311.
- Le lancement du chantier « Réalisation des prestations » de la 2^{eme} tranche du programme de modernisation.
- La mise en œuvre de la motion « Usagers » de l'Assemblée générale d'UNA de juin 2015.
- · Les projets sur la responsabilité sociale et environnementale (RSE).

TEMPS 2015

- Intervention « Services aux personnes à domicile » à la table-ronde AFNOR « La normalisation face
 - à l'explosion des services » à Saint-Denis le 11 février 2015.
- Ateliers « Regards des clients sur la qualité du service rendu par les structures » au congrès du domicile de Tours les 8 et 9 avril 2015.
- Rencontre UNA/AFNOR du 12 mai 2015.

Communication Lobbying Événementiel

Le pôle « communication, lobbying, événementiel » (CLÉ) a été créé en septembre 2015 afin de répondre aux attentes politiques et opérationnelles fortes d'UNA, de ses instances et de ses adhérents. Les trois fonctions regroupées au sein de ce pôle doivent contribuer à atteindre les résultats visés par le plan stratégique UNA 2016-2020 adopté le 3 décembre 2015 par le conseil d'administration d'UNA.

Ainsi, ce pôle a pour objectif de promouvoir, rendre visible et valoriser l'activité, les valeurs et les problématiques du secteur, des adhérents UNA et de l'Union nationale.



Missions du pôle

PILOTAGE : mettre en œuvre la stratégie CLÉ de UNA et coordonner les fonctions CLÉ de UNA

Communication

Assurer la visibilité de l'activité de UNA et de ses adhérents

Lobbying

Rendre visible l'action politique de UNA

Événementiel

Réaliser et participer à des événements pour faire connaître et promouvoir UNA

Salon 2015.....



SALON SANTÉ AUTONOMIE

Au-delà de sa présence sur un stand dans le village des Fédérations Grand âge et handicap, UNA a participé à deux conférences dans l'Agora du grand âge et du handicap :

- Favoriser la coopération HAD/SSIAD pour améliorer le parcours des patients : publication des résultats de l'étude UNA / FNEHAD / ADMR,
- SPASAD, de la théorie à la réalité.



SALON DES SERVICES À LA PERSONNE ET SILVER ECO EXPO

Des administrateurs nationaux ont apporté leur poids politique, des adhérents du réseau ont participé à la tenue du stand et promu leur activité et des salariés de l'Union nationale se sont relayés pour mettre en valeur l'expertise du réseau UNA.

Le salon des SAP a été également l'occasion d'une présentation de l'étude sur la prévention des déchets avec UNA Essonne et Emicité ainsi que de la signature d'une convention de partenariat entre UNA et Logement-seniors.com

PUBLICATION DU HORS SÉRIE N°1 DES DOSSIERS D'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES SUR L'AIDE À DOMICILE





Manon DAFFARA, Chargée de communication externe; Nicolas PAILLOUX, Responsable du pôle; Chantal THORIGNY, Chargée de communication réseau; Cécile COVES-VINCENT, Responsable événementiel; Katy AMELOT, Assistante communication - Contact: communication@una.fr

Web et réseaux sociaux



@UNAdomicile

895

790 Nouveaux abonnés +56% par rapport à 2015

Meilleur tweet : campagne de mobilisation UNA



UNAdomicile

818 Mention « J'aime » sur la page UNA 334 en 2013 soit +244%

Meilleure publication : campagne de mobilisation UNA



UNA

Création en mars 2.015

165
abonnés

71 publications



UNATV

66 vidéos

25 collections

MOBILISATION
NATIONALE
(cf p 18)

TEMPS

FORTS 2015

7 mars 2015

9 et 10 avril 2015 CONGRÈS DU DOMICILE (cf p 12)

2 juillet 2015
LANCEMENT DES
NOUVEAUX SITES
ADHÉRENTS ET PUBLIC

www.una.fr

6 octobre 2015
JOURNÉE NATIONALE
DES AIDANTS
(cf ρ 40)

Nouveaux outils de communication.











Ressources humaines et Emploi

Le pôle accompagne les adhérents sur les thèmes suivants :

- · Accompagnement en ressources humaines.
- Suivi et accompagnement des adhérents sur les politiques publiques en matière d'emploi.
- · Renforcement de l'attractivité du secteur et des métiers.
- · Prévention des risques professionnels.
- · Amélioration de la qualité de vie au travail.
- · Prévention de la pénibilité.
- · Accompagnement au développement des compétences RH du réseau.
- Renforcement de la professionnalisation et accompagnement sur les parcours professionnels, dont la mobilité interne ou externe.

Commission, groupe de travail

COMMISSION EMPLOYEUR:

4 réunions en 2015.

GROUPE DE TRAVAIL RH:

5 réunions en 2015 dédiées à la construction du chantier RH du programme de modernisation.

COMITÉ DE PILOTAGE USB DOMICILE SUR L'ÉTUDE DES ORGANISATIONS INNOVANTES :

11 réunions.

COMITÉ DE PILOTAGE CIDES/ CHORUM SUR LES TMS (TROUBLES MUSCULO-SQUELLETIQUES) : 6 réunions.

COMMISSIONS CNAM-TS (INFORMATION, SOINS): 6 réunions.

Événements.....

PARIS POUR L'EMPLOI :

2 octobre 2015





TEMPS FORTS 2015

- Loi n°2015-994 Rebsamen : simplification du compte personnel pénibilité.
- Plusieurs décrets précisant la mise en œuvre du compte personnel pénibilité.
- Plan santé au travail 2016-2020 (présentation le 8 décembre 2015 par la Ministre du travail)
 « Objectif : créer une véritable culture de la prévention dans le monde du travail ».

Plan santé au travail 2016-2020



Hélène LEMASSON-GODIN, Directrice - Contact : h.godin@una.fr

Activités 2015.....

Chantier RH du programme de modernisation :

- Construction de la méthodologie de déploiement.
- Construction de guides recrutement, accueil et intégration, pilotage RH, gestion de l'absentéisme.
- Réalisation d'outils RH : 80 outils RH réalisés en vue du déploiement du chantier RH.
- · Formation des experts RH les 14, 15 et 16 octobre 2015.

Poursuite des travaux avec Pôle Emploi en vue de la construction d'un accord de partenariat avec les fédérations employeurs de l'USB-Domicile.

Poursuite du partenariat avec les missions locales, via l'Union nationale des missions locales (UNML).

Réalisation d'une étude sur les organisations de travail innovantes : conception de monographies.

Poursuite des travaux avec la CNAM-TS en vue de promouvoir les démarches de prévention des risques professionnels pour les salariés du secteur. Travaux initiés en 2015 : une démarche de prévention dédiée aux salariés des services de soins à domicile.

Prévention des TMS CIDES/Chorum : travaux sur la modélisation de la démarche de prévention et de maintien dans l'emploi.

Finalisation de nouveaux outils de communication sur les métiers du secteur :

8 fiches métiers + fiche présentation secteur + fiche parcours de professionnalisation + fiche métiers de l'encadrement et administratif.



















Le pôle est chargé de l'accompagnement des structures sur toutes les questions de gestion, d'organisation et de financement. Les principales missions du pôle sont :

- D'accompagner le réseau à l'application des nouvelles modalités de financement notamment les CPOM.
- · D'accompagner des structures en difficulté.
- D'informer le réseau sur toutes les évolutions règlementaires.
- Mettre à disposition des outils de pilotage de l'activité des services.
- · Animer le groupe de travail « gestion ».
- Assurer la mise en oeuvre du chantier « gestion » du programme de modernisation aussi bien sur le volet collectif qu'individuel.
- De représenter UNA à des commissions ou groupes de travail externes relatifs à la gestion, l'organisation et le financement des services à domicile.
- Apporter un soutien aux différents pôles d'UNA sur les questions économiques et financières.

Le groupe de travail Gestion s'est réuni le 5 février 2015 à UNA en présence de 8 directeurs de structures du réseau. Les travaux ont porté sur :

- · Le Bilan des actions 2014.
- · La demande d'un nouveau fonds de restructuration.
- Le travail inter-fédératif sur la tarification des SAAD en partenariat avec l'Assemblée des Départements de France.
- Le chantier Gestion du programme de modernisation.
- La capitalisation des audits de la première tranche du programme de modernisation.





Le département de la Creuse a décidé de généraliser l'utilisation d'ARGOS à l'ensemble des structures du département (y compris pour les autres fédérations). Cette démarche lancée début 2015 a connu un véritable succès auprès de l'ensemble des services du département.

Elle s'est faite en trois étapes :

- Une journée de sensibilisation
 à l'outil avec l'ensemble des
 structures du département.
- Une demi-journée d'aide à la saisie par structure.
- Une réunion d'analyse commune avec toutes les structures ayant participé aux formations.





Contact: gestion@una.fr

structures recensées en difficulté

12

diagnostics d'urgence réalisés entre juillet et décembre 2015

25 millions

d'euros obtenus avec le fonds de restructuration

Activités 2015.

NOUVEAU FONDS DE RESTRUCTURATION:

Le renforcement de notre action vis-à-vis des autres fédérations et des pouvoirs publics nous a permis d'obtenir un nouveau fonds de restructuration pour 2016. Notre fédération a activement contribué à l'obtention de ce 4^{ème} fonds en 4 ans. Cela témoigne d'une réelle reconnaissance des difficultés économiques des services et de l'inadéquation du système de financement des SAAD. Suivi de l'étude nationale de coûts : 50 services d'aide et de soins à domicile, dont 2 services polyvalents (SPASAD), répartis sur 10 départements ont participé à l'étude réalisée par les cabinets ENEIS et EY. UNA a participé activement au comité de suivi de cette étude dont les conclusions ont été communiquées au réseau.

DISPOSITIFS D'URGENCE: Le conseil d'administration d'UNA s'est fortement positionné en avril 2015 pour la création d'un dispositif d'accompagnement d'urgence des structures en difficulté.

L'accompagnement est effectué sous la forme d'un diagnostic d'urgence des services en difficulté, pensé pour permettre aux structures de réagir rapidement. Entre juillet 2015 et décembre 2015, 12 diagnostics d'urgence ont été réalisés, ce qui représente 1 317 180 heures, 1 182 ETP et 29 336 140 euros de chiffre d'affaires toutes activités confondues.

CAMPAGNE BUDGÉTAIRE 2016:

Comme chaque année, la note budgétaire a été mise à disposition du réseau fin septembre 2015.



- · Création du dispositif d'urgence pour les structures en difficulté.
- Mobilisation des autres fédérations et des pouvoirs publics pour obtenir le fonds de restructuration 2016.
- Coopération avec le conseil département de la Creuse.
- · Rapport IGAS.
- · Conclusions de l'Étude Nationale des Coûts.

Juridique

L'appui collectif

Le service juridique d'UNA a pour projet de service de mettre à disposition des adhérents un socle commun de connaissances en matière juridique notamment pour les accompagner dans leur fonction d'employeur. En cela, les adhérents disposent d'un accès à des fiches pratiques portant sur divers thèmes (embauche, absences, discipline, rupture du contrat, relations avec les usagers ou les pouvoirs publics, réglementation du secteur, etc.) ainsi qu'à des informations diffusées dans la newsletter envoyée tous les 15 jours.

L'appui individuel

Le service juridique d'UNA propose un appui individuel technique et juridique aux adhérents à travers la réponse aux sollicitations par mail, courrier et fax et, pour les urgences, à travers une permanence téléphonique le mardi et jeudi matin.



Plus de 4 300

réponses individuelles apportées

~30

déplacements et formations dans le réseau

23

questions du jour 210

informations, créations et mises à jour de fiches pratiques

- Publication de la loi relative au dialogue social et à l'emploi du 17 août 2015 : le service a réalisé 25 informations aux adhérents pour décrypter la loi.
- Mise en place de la « question du jour » : sous une forme ludique la question du jour permet de répondre à des questions fréquemment posées.





Vincent VINCENTELLI, Responsable réglementation secteurs d'activité; Corinne COELHO-BERTHREU, Responsable juridique, Bérengère LUCHTENS, Juriste droit social - Contact: juridique@una.fr

Activités 2015

Répartition par thème



- **76**%) Droit du travail
- **9**%) Autre Thèmes multiples...
- 9 %) Secteur Associatif -Difficultés éco et regroupement
- 5 %) Droit des affaires -Consommation -Fiscalité
- 1%) Mandataire

Répartition par support



- **83**%) Mail
- 16 % Téléphone
- 1%) Autres (courriers rencontres)

Répartition par activité de la structure



- 25% Entre 100 000 heures et 250 000 heures
- **19** %) Moins de 50 000 heures
- **19**% Entre 50 000 heures et 100 000 heures
- 17%) Entre 250 000 heures et 500 000 heures
- 11%) Sans activité connue (notamment les unions départementales)
- 9 %) Plus de 500 000 heures



Systèmes d'information

Le service « Systèmes d'Information » d'UNA est constitué de deux personnes spécialisées dans les systèmes d'information et les systèmes statistiques. Il est chargé de favoriser le maintien d'une saine concurrence entre les différents éditeurs et fournisseurs de solutions SI destinées aux adhérents UNA. Il a également pour mission de travailler sur les projets initiés par les différents financeurs du secteur, notamment le 2ème programme de modernisation UNA/CNSA. Il est à la disposition des adhérents et des unions territoriales, relais locaux favorisant la diffusion d'informations sur tout le territoire, pour apporter les conseils utiles, mais aussi parfois pour être acteur direct sur des projets expérimentaux. L'ensemble des actions menées tend vers une meilleure informatisation des structures, un rapprochement des bonnes pratiques et une harmonisation progressive des outils, préalable indispensable à la montée en puissance de l'Observatoire du réseau UNA.



TEMPS 2015

- Lancement de la 1^{ère}
 plateforme d'hébergement SI
 de taille régionale.
- Interventions directes sur
 6 projets de mutualisation.
- Signature fin novembre du nouvel avenant portant sur l'accord cadre Orange.
- Mise en place des premiers composants de l'observatoire UNA.
- Officialisation par APOLOGIC en novembre, de l'ouverture de ses logiciels à des échanges de données avec des logiciels tiers.

600

mails de demande d'information, pour près de

200

adhérents

Négociation sur l'évolution de leurs solutions SI avec

> 12 éditeurs

6

grands projets de mutualisation SI pour plus de

100

structures

Plus de

600

rapports d'activités collectés via le nouvel outil Web



Philippe TERRIEN, responsable systèmes d'information - Contact: p.terrien@una.fr

La commission "Systèmes d'Information"......

- · Entièrement renouvelée en juin 2015.
- Composée de 12 adhérents UNA, extensible à 24.
- · Cinq grandes missions :
 - Suivi de l'évolution des besoins SI du réseau.
 - Dialogue avec les éditeurs de logiciels.
 - Veille technologique régulière.
 - Réflexion sur l'harmonisation des outils SI.
 - Examen et validation des projets individuels de modernisation SI, programme de modernisation CNSA.

Activités 2015

- Évolution de la politique de labellisation des logiciels vers une stratégie de partenariat constructif et actif.
- Échanges permanents avec la douzaine d'éditeurs équipant le réseau UNA.
- Transformation de la plateforme nationale d'hébergement SI en plusieurs plateformes régionales compatibles avec les diverses générations de logiciels.
- Architecture du futur observatoire du réseau UNA.
- Participation active aux réunions ESPPADOM (échange automatique de données avec les conseils départementaux) soutenue par la CNSA.
- Rencontre d'une dizaine de conseils départementaux.

- Diffusion d'information SI à destination des adhérents.
- Animation de réunions locales d'information SI dans plusieurs unions départementales ou régionales.
- Conseils directs auprès d'adhérents ou d'unions sur leurs projets de modernisation ou de mutualisation SI.
- Conception et mise en ligne de l'outil de saisie Web du Rapport d'Activités 2014, extension du site UNApédia.
- Fiabilisation des données d'activités collectées et réalisation des premières analyses statistiques sur l'activité du réseau UNA.

Évènements

IANI\/IED

Signature d'une convention de partenariat SI avec le Groupe UP (Chèque Déjeuner) et ses trois filiales APOLOGIC, IMPLICIT et ARCAN.

MAI

Ouverture sur le site UNApédia de la 1^{ère} saisie du rapport d'activités en version WEB.

JUIN

Journée nationale UNA sur les Systèmes d'Information à Paris.

JUILLET À DÉCEMBRE

Dix rencontres sur les systèmes d'Information à l'invitation d'unions territoriales UNA.



UNA Formation

L'année 2015 est marquée par le développement des réponses de formation au regard des besoins des salariés de notre réseau.

En effet, 4 antennes formation (UNA Côtes d'Armor, UNA Pays de la Loire, UNA Dordogne et UNA Rhône-Alpes) mettent en oeuvre une politique de formation. Davantage d'actions collectives sont proposées ainsi que des sessions dans le cadre du Développement Professionnel Continu (DPC) sont inscrites au catalogue.

Toutefois, le début de l'année 2015 est aussi marqué par une forme d'attentisme par rapport à la mise en place de la réforme de la part des employeurs mais aussi de l'OPCA. L'activité formation a quasiment été gelée sur les 5 premiers mois de l'année.



| / | Période |
|---|---------|
| | 2012 |
| | 2013 |
| | 2014 |
| | 2015 |
| | |

Activités 2015

Nous constatons que les régions accueillant le plus grand nombre de stagiaires sont dotées d'une antenne formation, excepté l'Île-de-France (178) et le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (151). Ces résultats sont le fruit d'une dynamique de formation impulsée par les antennes, mais aussi du nombre de salariés par région et de l'accessibilité des lieux de formation.

Ci-dessous, le récapitulatif des stagiaires par thématique de formation et par région :

| THÉMATIQUE | Alsace - Champagne- Ardenne - Lorraine | Aquitaine - Limousin Poitou-Charentes | Auvergne Rhône-Alpes | Bourgorgne Franche-Comté | Bretagne | Centre - Val de Loire | Île-de-France | Languedoc - Roussillon Midi-Pyrénées | Nord-Pas-de-Calais Picardie | Normandie | Pays de la Loire | TOTAL GÉNÉRAL |
|---------------------------------|---|--|-------------------------|-----------------------------|----------|--------------------------|---------------|---|--------------------------------|-----------|------------------|---------------|
| Citoyenneté | | | 29 | | 25 | | | | 16 | | 14 | 84 |
| Communication | | | | | | | 7 | | | | | 7 |
| Cycles Métier | | | 16 | | | | 82 | | | | | 98 |
| Développer son offre de service | | | | | | | | 4 | | | | 4 |
| Droit et Paye | | 50 | 11 | 13 | 23 | | 16 | 23 | 13 | 15 | | 164 |
| Gestion | | | 8 | | 13 | | | | | | | 21 |
| Management et Communication | | | | | | | | 12 | | | | 12 |
| Pratiques d'intervention | | 185 | 38 | | 227 | 22 | 7 | | 111 | | 159 | 749 |
| Pratiques Professionnelles | | | | | | | 29 | | | | | 29 |
| Qualité et évaluation | 14 | | 19 | | | | 37 | 11 | 11 | | 9 | 101 |
| Ressources Humaines | | 10 | | | | 4 | | | | | | 14 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 14 | 245 | 121 | 13 | 288 | 26 | 178 | 50 | 151 | 15 | 182 | 1 283 |

UNA multiplie les demandes d'actions collectives nationales et territoriales en 2015 et obtient des financements auprès de l'OPCA Uniformation.

Ces financements concernent le coût pédagogique, la rémunération du personnel. Ainsi, les formations sont proposées à titre gratuit aux employeurs.



Gwenaël COGNET, Responsable; Sandrine QUIROS, Chargée de gestion; Alexandre NOBILE, Assistant - Contact: formation@una.fr

| Nombre de sessions | Nombre de jours | Nombre d'heures | Nombre de stagiaires |
|--------------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| 116 | 3525 | 24 223 | 1 152 |
| 135 | 412 | 28 564 | 1 340 |
| 146 | 416 | 30 278 | 1 544 |
| 121 | 331 | 24 533 | 1 283 |

Au total, 842 stagiaires ont suivi une formation financée sur les fonds mutualisés de l'OPCA, soit 65% des stagiaires d'UNA Répartition.

Répartition des stagiaires d'actions collectives par intitulé de formation :

| INTITULÉ | Nombre de stagiaires |
|---|----------------------|
| Accompagnement à domicile des personnes handicapées psychique | 37 |
| Accompagnement à la fin de vie et au deuil | 205 |
| Accompagner au domicile des personnes malades d'Alzheimer | 110 |
| Analyse des données Argos | 13 |
| Bientraitance et maltraitance | 24 |
| Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens | 9 |
| Démarche palliative à domicile | 27 |
| Dynamique Senior | 10 |
| État dépressif de la personne âgée | 75 |
| Formation à la nouvelle norme NF | 68 |
| Le budget : élaboration et outils de pilotage | 8 |
| Maîtriser la paie | 12 |
| Place et rôle des administrateurs | 84 |
| Prise en charge de personnes en situation de handicap à domicile | 57 |
| Prise en charge de personnes handicapées | 71 |
| Transmissions ciblées au service de l'accompagnement de la personne | 32 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 842 |

- · L'entrée en vigueur de la réforme de la formation professionnelle qui a amené des nouveautés. Ainsi, les règles de financement de la formation professionnelle ont été revisitées, la ligne plan de formation est en diminution compte tenu de l'apparition des dispositifs CPF (Compte Personnel de Formation) et FPSPP (Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels).
- · La poursuite et l'augmentation des actions collectives nationales et territoriales.

Les 6 priorités pour 2016

Dans le cadre du plan stratégique UNA 2016-2020 adopté le 3 décembre 2015 par le conseil d'administration d'UNA, les priorités suivantes ont été définies pour l'année 2016.

CONSTRUIRE DES MODÈLES ÉCONOMIQUES PÉRENNES

Ce projet stratégique ambitieux suppose une optimisation des différents modèles économiques.

L'Union nationale s'engage à optimiser le modèle économique de la fédération dans un objectif de pérennité. Elle souhaite également accompagner les unions territoriales et les adhérents dans l'amélioration de leurs modèles économiques par l'optimisation de la gestion et de l'organisation, le développement de nouvelles activités, et en utilisant des outils performants de mutualisation, de coopération, ou des systèmes d'information adéquats.

Elle mettra également en place des outils permettant à ses adhérents de renforcer leur fonds propres et leurs capacités d'investissement. Elle valorisera le rôle des structures en termes de développement économique et social local.

FAIRE CONNAÎTRE ET RECONNAÎTRE AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS ET DU GRAND PUBLIC L'IMPORTANCE DES INTERVENTIONS À DOMICILE EN TERMES DE COHÉSION SOCIALE, DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE, DE PRÉVENTION ET DE SANTÉ PUBLIQUE

Une étude identifiera les impacts positifs de l'action des structures d'aide et de soins à domicile.

Cela permettra de valoriser auprès de la société civile et des pouvoirs publics le rôle fondamental de l'intervention à domicile dans les champs sociétal, sanitaire et économique.

Plus particulièrement, l'Union nationale affirmera le rôle prépondérant de ses adhérents dans le système de santé. Elle mettra en avant le fait que les acteurs du domicile sont nécessaires et incontournables dans l'économie des prises en charge ambulatoires ou hospitalières.

DÉVELOPPER L'EFFICIENCE ET PESER POUR UN FINANCEMENT JUSTE ET COHÉRENT DE LA PERTE D'AUTONOMIE, DES SOINS ET DE L'AIDE AUX FAMILLES ET AUX AIDANTS

Consciente de l'évolution du contexte économique et politique, UNA accompagnera ses adhérents à une meilleure efficience de leur fonctionnement, tout en développant la qualité des services rendus. Dans un esprit de dialogue, elle veillera également à ce que dans tous les territoires les financements permettent des accompagnements de qualité, dans des conditions de travail justes. Elle accompagnera les unions territoriales à valoriser les qualifications professionnelles et à défendre l'opposabilité des textes conventionnels et des statuts de la fonction publique.

ÉTENDRE LA NOTORIÉTÉ ET VALORISER L'IMAGE D'UNA ET DES ADHÉRENTS

UNA engage des actions pour s'assurer d'être un acteur incontournable pour tous les médias, qu'ils soient spécialistes ou généralistes.

Le positionnement d'UNA auprès du grand public ou des institutions sera valorisé via le plan de communication de l'Union nationale, revu annuellement. Ce dernier permettra d'accroître la notoriété d'UNA et d'améliorer son image. Grâce à ces actions soutenues et structurées, UNA deviendra plus visible, reconnaissable et attractive.

Une stratégie de marque co-construite avec les structures leur permettra d'accroître leur notoriété et de développer leur image, notamment en valorisant auprès du grand public les atouts de l'offre propre à l'Economie sociale et solidaire. UNA veillera notamment à ce que chaque adhérent affiche et promeuve son appartenance au réseau en appliquant systématiquement la charte graphique.

5 ACCROÎTRE L'INFLUENCE DE LA FÉDÉRATION UNA ET CRÉER DES ALLIANCES NOUVELLES

Afin de participer à l'élaboration d'un cadre légal et réglementaire en accord avec les principes de démocratie, de solidarité et d'efficience économique, UNA veut co-construire un plaidoyer et développer sa présence dans les instances de concertation et de réflexion.

Elle se donne pour objectif d'évaluer les opportunités d'alliances avec d'autres fédérations ou organisations sanitaires, médicosociales ou sociales qui partagent ses valeurs (ESS, services publics) et d'en conclure le cas échéant. Ces alliances devront permettre de se renforcer, au niveau national comme au niveau local, face au secteur lucratif notamment.

VALORISER L'IMAGE, RENDRE ATTRACTIFS LES MÉTIERS DU DOMICILE ET ACCENTUER LA PROFESSIONNALISATION

UNA valorisera les compétences et les qualités relationnelles propres aux professionnels du domicile et communiquera de manière appropriée.

Afin d'améliorer le recrutement et la fidélisation des salariés, elle créera des outils permettant de développer la qualité de vie au travail et d'optimiser les organisations de travail.

En défendant une meilleure prise en compte des problématiques de professionnalisation, UNA favorisera le développement de la qualité de prestation auprès des personnes. Enfin, UNA souhaite accentuer son appui aux structures dans la consolidation de leur situation managériale (gouvernance, outils de gestion de type gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, etc.) et dans la prise en compte des problématiques de prévention des risques et de pénibilité dans les interventions au domicile.



et des Services aux Domiciles.

108-110, rue Saint-Maur • 75011 Paris Tél.: 01 49 23 82 52 • Fax: 01 43 38 55 33 accueil@una.fr

www.una.fr







UNAdomicile @UNAdomicile